

Economie nationale

1525-1500

Révision du PIB par habitant

Analyse de l'évolution de 1991 à 2013

La série «Statistique de la Suisse»
publiée par l'Office fédéral de la statistique (OFS)
couvre les domaines suivants:

- 0** Bases statistiques et généralités
- 1** Population
- 2** Espace et environnement
- 3** Travail et rémunération
- 4** Economie nationale
- 5** Prix
- 6** Industrie et services
- 7** Agriculture et sylviculture
- 8** Energie
- 9** Construction et logement
- 10** Tourisme
- 11** Mobilité et transports
- 12** Monnaie, banques, assurances
- 13** Protection sociale
- 14** Santé
- 15** Education et science
- 16** Culture, médias, société de l'information, sport
- 17** Politique
- 18** Administration et finances publiques
- 19** Criminalité et droit pénal
- 20** Situation économique et sociale de la population
- 21** Développement durable et disparités régionales et internationales

Révision du PIB par habitant

Analyse de l'évolution de 1991 à 2013

Auteurs Arzu Altun, Marius Ley

Editeur Office fédéral de la statistique (OFS)

Editeur: Office fédéral de la statistique (OFS)
Complément d'information: info.wsa@bfs.admin.ch ou téléphone 058 467 25 54, 058 463 66 13
Auteurs: Arzu Altun et Marius Ley
Réalisation: Section structure et analyses économiques
Diffusion: Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel
Tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61, order@bfs.admin.ch
Numéro de commande: 1525-1500
Prix: 10 francs (TVA excl.)
Série: Statistique de la Suisse
Domaine: 04 – Economie nationale
Langue du texte original: Allemand
Traduction: Services linguistiques de l'OFS
Page de couverture: OFS; concept: Netthoewel & Gaberthüel, Bienne; photo: © D. von Burg
Graphisme/Layout: Section DIAM, Prepress/Print
Copyright: OFS, Neuchâtel 2015
La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée
ISBN: 978-3-303-04089-8

Table des matières

1	Introduction	5	5	Régions et cantons de Suisse	22
2	Cadre théorique de l'analyse	6	5.1	Parts du PIB et contributions à la croissance économique	23
2.1	Le produit intérieur brut (PIB)	6	5.2	PIB par habitant	25
2.2	La population résidante permanente d'un espace économique	8	5.3	Décomposition par grande région du taux de croissance du PIB par habitant	26
2.3	Le PIB par habitant et la décomposition de son taux de croissance	8	6	Synthèse et conclusions	28
3	L'évolution en Suisse	11		Bibliographie	29
3.1	Productivité du travail et EUM	11		Liste des abréviations	30
3.2	Chronologie de l'évolution du PIB par habitant	13		Annexe	31
3.3	Evolution détaillée des différentes contributions de l'EUM	14			
3.4	Conclusions	15			
4	Comparaison internationale	16			
4.1	Niveau du PIB par habitant	16			
4.2	Evolution du PIB par habitant	17			
4.3	Conclusions	21			

1 Introduction

Le produit intérieur brut (PIB) est l'**indicateur de mesure de l'activité économique** d'un pays ou d'une région qui est le plus connu et le mieux établi. Ce statut s'explique par le haut degré de standardisation des méthodes de mesure des activités économiques, aujourd'hui atteint grâce aux longues années d'efforts de différentes organisations internationales. C'est pourquoi le PIB se prête bien aux comparaisons internationales. Le PIB et les agrégats qu'il permet de calculer constituent une base de données fiable pour répondre à une multitude de questions importantes au niveau de l'économie et de la politique économique. On mentionnera notamment:

- le PIB en tant **qu'indicateur conjoncturel**: dans ce contexte, c'est le taux de croissance du PIB sur de courtes périodes, à savoir plusieurs trimestres, voire plusieurs années, qui est considéré;
- le PIB en tant **qu'indicateur de croissance**: les analyses de la croissance économique ou du potentiel de croissance tiennent compte en général de l'évolution du PIB sur des périodes plus longues, à savoir plusieurs années, voire plusieurs décennies;
- le PIB comme mesure de **la performance économique** ou comme indicateur global **du niveau de vie**: est considéré ici, en premier lieu, le PIB par habitant d'un espace économique donné.

La présente publication met l'accent sur ce dernier thème, à savoir **le PIB suisse par habitant**. Elle est donc centrée sur cet indicateur souvent mis en avant dans les débats économiques pour analyser le niveau de vie.

La décomposition du taux de croissance du PIB par habitant en différents éléments peut donner un éclairage instructif de certains aspects complémentaires de l'évolution socioéconomique d'un pays. Cette **décomposition du taux de croissance du PIB par habitant** tient compte de paramètres supplémentaires, comme le temps de travail total fourni ou le taux d'actifs occupés dans un espace économique. Cette possibilité est exploitée dans la présente publication, pour la Suisse mais aussi – de façon moins détaillée – pour la comparaison internationale et pour les grandes régions de Suisse.

La publication est structurée comme suit:

Le **chapitre 2** présente en introduction les concepts et méthodes déterminants pour le calcul et la compréhension du PIB par habitant. La décomposition du taux de croissance du PIB par habitant est elle aussi analysée de plus près.

Sur la base des données les plus récentes, le **chapitre 3** procède à une analyse détaillée de l'évolution du PIB suisse par habitant entre 1991 et 2013.

Le **chapitre 4** intègre le contexte international en comparant et en commentant le niveau du PIB par habitant et sa croissance au sein d'un groupe de pays de l'OCDE incluant la Suisse.

Le **chapitre 5** est consacré à un aspect plus national et étudie le PIB par habitant et son évolution au niveau des cantons et des grandes régions de Suisse¹.

Cette publication s'adresse au lectorat le plus large possible. Elle est aussi bien destinée aux cercles intéressés par la politique économique et aux professionnels des médias qu'aux étudiants, aux chercheurs et à tous ceux qui s'intéressent à la mesure de la performance économique ou du niveau de vie en Suisse.

¹ Les données sur les PIB régionaux et cantonaux en Suisse n'étant disponibles que depuis quelques années, cette partie de l'analyse couvre seulement la période entre 2008 et 2012.

2 Cadre théorique de l'analyse

Il paraît intuitivement évident que deux pays ayant un niveau de vie similaire mais des tailles de population différentes se distinguent aussi en termes de production économique: si le nombre d'habitants est plus élevé, l'activité économique est nécessairement supérieure. Il est donc judicieux de rapprocher le **produit intérieur brut du nombre d'habitants** d'un pays, afin de tirer des conclusions sur le niveau de vie standard, en vue de comparaisons internationales².

De plus, le PIB par habitant s'avère pertinent pour **l'analyse temporelle** de la situation économique de la population au sein d'un espace économique. Si le PIB s'accroît pendant une certaine période, cela ne peut qu'entraîner une amélioration du niveau de vie si dans le même temps la population n'a pas augmenté dans des proportions plus fortes (c'est-à-dire si le PIB par habitant affiche un taux de croissance positif). Certes, considérer le taux de croissance du PIB sans tenir compte de l'évolution de la population peut être tout à fait justifié pour traiter de la conjoncture ou de la politique de croissance. Mais pour analyser le niveau de vie il est nécessaire de se concentrer sur le PIB par habitant.

Comment nous l'avons mentionné au début, la **décomposition du taux de croissance du PIB par habitant** présente d'intéressantes possibilités d'approfondissement de l'analyse, comme l'explique le paragraphe 2.3. Dans un premier temps, il est cependant judicieux de se pencher plus avant sur quelques éléments statistiques des deux valeurs de départ du PIB par habitant, à savoir le **produit intérieur brut (PIB)** lui-même et la définition de la **population résidente permanente**.

2.1 Le produit intérieur brut (PIB)

Le PIB représente la **valeur totale de l'activité économique** produite par un pays sur une période de temps donnée, par exemple, une année civile³. Comme nous l'avons souligné dans l'introduction, le système des Comptes nationaux (CN), dans le cadre duquel le PIB est calculé, est hautement standardisé à l'échelle internationale. Il est donc possible de comparer le PIB des différents pays ou les valeurs qui en découlent. Les chiffres utilisés dans la présente publication s'appuient donc sur les CN de la Suisse, après la révision de septembre 2014. L'objectif principal de cette révision était d'introduire les nouvelles normes du Système européen des comptes (SEC 2010), adoptées par Eurostat en remplacement du SEC 1995. Les nouvelles normes de l'Union européenne s'appuient entre autres sur la dernière version 2008 du SNA (System of National Accounts) élaboré par les Nations Unies (ONU).

Le PIB mesure tout d'abord en unités monétaires la valeur ajoutée de la production de tous les biens et de tous les services. La quantité et la qualité des produits comme leurs prix ont une incidence sur le montant du PIB considéré **en termes nominaux**. Mais s'il s'agit, comme dans le cas présent, d'analyser la performance économique ou le niveau de vie, seules la quantité et la qualité de la production économique globale sont intéressantes. Cela vaut aussi bien pour l'évolution au fil du temps pour un espace économique donné (comparaison temporelle) que pour les niveaux de différents espaces économiques une année donnée (comparaison spatiale). En d'autres termes, il est nécessaire d'éliminer l'effet des prix des données nominales du PIB, car les prix varient beaucoup dans le temps et entre les différents espaces

² Outre le PIB par habitant, d'autres mesures monétaires sont aussi utilisées comme indicateurs du niveau de vie. Eurostat/OCDE (2012) mentionne à cet égard la consommation individuelle effective par habitant, valeur également tirée des comptes nationaux (CN).

³ En choisissant le PIB comme objet d'analyse, la présente publication interprète le bien-être d'un pays d'un point de vue purement économique. La situation immatérielle de la population n'est pas prise en compte. Il existe de multiples approches permettant de mesurer et de comparer le bien-être entre les pays d'un point de vue plus complet. Le nouveau système d'indicateurs de l'OFS établi pour mesurer le bien-être en est un exemple: www.bfs.admin.ch → Thèmes → 00 – Bases statistiques et généralités → Système d'indicateurs «Mesure du bien-être»

économiques. Ces valeurs de production économique, corrigées de l'effet des prix (et qui ne sont donc plus nominales) sont appelées **mesures en volume**.

Pour des raisons théoriques, il n'est pas possible de calculer la mesure en volume du PIB selon une méthode universelle, que ce soit pour les comparaisons temporelles ou spatiales. C'est pourquoi deux méthodes indépendantes l'une de l'autre sont utilisées:

- pour examiner l'évolution du PIB en volume sur une période donnée, dans un pays particulier, le PIB est exprimé à chaque fois **aux prix de l'année précédente**, et c'est le taux de croissance obtenu après cette correction qui est utilisé;
- pour comparer le PIB en volume de différents pays, on utilise ce qu'on appelle les **parités de pouvoir d'achat (PPA)**. Cette notion est expliquée plus en détail au chapitre 4.

Même si ce n'est pas explicitement indiqué dans le texte et dans les tableaux et graphiques correspondants, les chiffres de la présente publication s'appuient systématiquement sur le **PIB aux prix de l'année précédente** quand l'analyse porte sur la croissance du PIB ou du PIB par habitant. Pour comparer le PIB par habitant au niveau international, on a recours aux parités de pouvoir d'achat. On s'appuie par contre aussi sur les prix de l'année précédente (du pays concerné) pour comparer les taux de croissance des PIB par habitant de différents pays.

Encadré 1:

Population résidente permanente

Selon la définition la plus récente, la population résidente permanente comprend toutes les personnes de nationalité suisse ayant leur domicile principal en Suisse, ainsi que les personnes de nationalité étrangère qui

- sont titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement d'une durée minimale de 12 mois,
- sont titulaires d'un permis de séjour de courte durée (livret L) pour une durée cumulée de séjour minimale de 12 mois,
- ou dont la procédure d'asile est en cours et qui séjournent en Suisse depuis au moins 12 mois.

La **population résidente non permanente** comprend les personnes de nationalité étrangère titulaires d'une autorisation de séjour de courte durée (livret L) pour une durée inférieure à 12 mois, ainsi que les personnes dont la procédure d'asile est en cours (livret F ou N) qui totalisent moins de 12 mois de résidence en Suisse.

Pour calculer le PIB par habitant, on doit disposer d'un effectif de la population qui soit le plus possible représentatif de l'état de la population durant toute une année civile. Or, la statistique suisse de la population n'indique l'état de la population qu'au 31 décembre de chaque année. Pour calculer le PIB par habitant, on prend donc comme dénominateur la **moyenne** (moyenne arithmétique) entre la population résidente permanente à la fin de l'année précédente et celle à la fin de l'année en cours.

Dans les anciennes publications de l'OFS, les grandeurs macroéconomiques par habitant étaient calculées à partir de la population résidente totale (c.-à-d. de la somme de la population résidente permanente et de la population résidente non permanente, dite aussi «population résidente moyenne» dans ces publications). Afin d'améliorer la comparabilité internationale des résultats, cette pratique est abandonnée. Par ailleurs, les personnes dont la procédure d'asile est en cours n'étaient pas prises en compte dans la population résidente permanente considérée dans la statistique de l'état annuel de la population (ESPOP) en vigueur jusqu'au 31.12.2010. La série de la population résidente permanente en Suisse utilisée dans la présente publication a donc été modifiée pour les années antérieures à 2011, de sorte que des personnes dans une procédure d'asile y figurent.

Ces révisions (utilisation cohérente de la population résidente permanente, inclusion des personnes dans une procédure d'asile) expliquent en partie que les chiffres les plus récents du PIB par habitant diffèrent légèrement de ceux des publications antérieures. La différence est variable selon les années, mais se chiffre tout au plus à -0,03% si l'on considère la variation moyenne au cours de la période entre 1991 et 2012.

2.2 La population résidente permanente d'un espace économique

Pour mesurer la population, la statistique officielle distingue les concepts de *population résidente permanente* et de *population résidente non permanente* tels que définis dans l'encadré 1. De son côté, la norme internationale SEC 2010 établit le critère de **résidence**⁴. Sont notamment considérées comme résidents, les personnes «se trouvant ou ayant l'intention de se trouver sur le territoire économique du pays pour une période d'au moins un an» (Eurostat 2013, §11.06). Si l'on compare cette définition à celles de l'encadré 1, on constate que la population résidente permanente correspond aux critères de la norme SEC 2010. Par conséquent, tous les calculs de la présente publication s'appuient sur la **population résidente permanente** lorsque les valeurs sont exprimées «par habitant» ou qu'il est question de la «population»⁵.

2.3 Le PIB par habitant et la décomposition de son taux de croissance

Dans le cadre de la *décomposition du taux de croissance du PIB par habitant* (voir encadré 2) on peut isoler deux facteurs explicatifs principaux: l'évolution de la productivité horaire du travail et l'évolution de l'intrant en travail par habitant.

La **productivité horaire du travail** est le rapport entre le PIB et le nombre d'heures effectivement travaillées sur le territoire économique considéré⁶. Ce ratio est un indicateur qui montre l'efficience avec laquelle le facteur «travail» est utilisé dans le processus de production. On peut relever ici qu'il s'agit d'une productivité apparente du travail. En effet, le cadre analytique présenté ici ne prend pas en compte le capital ni le progrès technique.

L'**intrant en travail par habitant** exprime, pour une année donnée, le nombre moyen d'heures effectives de travail par habitant. Le taux de croissance de cette grandeur est aussi désigné dans le présent texte par le terme

effet de l'utilisation de la main d'œuvre (EUM). L'intensité avec laquelle la population résidente participe à la production économique via une activité rémunérée est donc prise en compte. Cette intensité se compose des quatre variables suivantes, interdépendantes les unes des autres:

1. le **temps de travail moyen par personne active occupée**, à savoir le nombre moyen d'heures de travail effectuées pendant l'année par les personnes employées dans les entreprises résidentes et par les indépendants résidents;
2. l'**effet dû au chômage**⁷, défini comme le rapport entre les actifs occupés et les personnes actives;
3. le **taux de participation**, à savoir le rapport des personnes actives (y compris les personnes sans emploi) à la population âgée de 15 à 64 ans;
4. la **part de la population en âge de travailler** dans la population totale, soit le rapport entre la population âgée de 15 à 64 ans et la population totale.

⁴ Ce critère détermine à quel territoire économique un ménage et ses membres sont attribués afin de mettre les valeurs économiques en relation avec le nombre d'habitants de façon pertinente. Dans un sens plus large, le critère de la résidence est applicable à tous les *secteurs institutionnels* des CN, donc également aux entreprises.

⁵ Cela vaut aussi bien pour les comparaisons entre les pays que pour celles entre les cantons et les grandes régions de Suisse.

⁶ La «productivité du travail» dont il est question dans le présent texte est toujours la productivité mesurée à partir des heures effectives de travail; les termes «productivité du travail» et «productivité horaire du travail» sont donc synonymes.

⁷ Dans la présente publication, le concept de «chômage» est celui de l'Organisation internationale du travail (OIT). Cette définition englobe toutes les personnes qui sont momentanément sans travail et à la recherche d'un emploi, et qui pourraient reprendre une activité rapidement, indépendamment de l'existence ou non d'une indemnité de chômage. Cette valeur ne doit pas être confondue avec la Statistique du chômage du SECO, qui comptabilise uniquement les personnes inscrites à un Office régional de placement (ORP).

Encadré 2

Décomposition du taux de croissance du PIB par habitant

La décomposition du taux de croissance du PIB par habitant, qui exprime des relations comptables et non des liens de causalité directs, peut s'écrire de la manière suivante:

$$\underbrace{\left[\frac{\overset{o}{PIB}}{\overset{o}{Pop_tot}} \right]}_{\text{Croissance du PIB par habitant}} \cong \underbrace{\left[\frac{\overset{o}{PIB}}{\overset{o}{HET}} \right]}_{\text{Croissance de la productivité horaire}} + \underbrace{\left[\frac{\overset{o}{HET}}{\overset{o}{Actifs_occupés}} \right] + \left[\frac{\overset{o}{Actifs_occupés}}{\overset{o}{Pers_actives}} \right] + \left[\frac{\overset{o}{Pers_actives}}{\overset{o}{Pop_ (15-64)}} \right] + \left[\frac{\overset{o}{Pop_ (15-64)}}{\overset{o}{Pop_tot}} \right]}_{\text{Croissance de l'intrant en travail par habitant (effet de l'utilisation de la main-d'œuvre, EUM)}}$$

Où $\left[\frac{\overset{o}{X}}{\overset{o}{Y}} \right]$ désigne le taux de croissance annuel de la valeur du ratio $\frac{X}{Y}$.

Description et interprétation des ratios

$\frac{\overset{o}{PIB}}{\overset{o}{Pop_tot}}$	Le PIB par habitant est un indicateur de la performance économique ou bien du niveau de vie d'un pays. Il ne s'agit en aucun cas d'une mesure de bien-être.
$\frac{\overset{o}{PIB}}{\overset{o}{HET}}$	La productivité horaire du travail est le rapport entre le PIB et le nombre d'heures effectivement travaillées sur le territoire économique considéré. Ce ratio est un indicateur de l'efficacité avec laquelle le facteur «travail» est utilisé dans le processus de production.
L'effet de l'utilisation de la main d'œuvre (EUM) exprime l'évolution de l'intrant en travail moyen par habitant. Ce dernier est constitué de quatre variables interdépendantes, à savoir:	
$\frac{\overset{o}{HET}}{\overset{o}{Actifs_occupés}}$	La durée moyenne de travail par actif occupé , c'est-à-dire le nombre moyen d'heures de travail effectuées pendant l'année par les personnes employées dans les entreprises résidentes et par les indépendants résidents;
$\frac{\overset{o}{Actifs_occupés}}{\overset{o}{Pers_actives}}$	L'effet dû au chômage , défini comme le rapport entre les actifs occupés et les personnes actives;
$\frac{\overset{o}{Pers_actives}}{\overset{o}{Pop_ (15-64)}}$	Le taux de participation , à savoir le rapport des personnes actives à la population âgée de 15 à 64 ans. Les frontaliers ainsi que les personnes actives étrangères faisant partie de la population résidente non permanente figurent dans le numérateur mais pas dans le dénominateur. Cette grandeur ne correspond donc pas au taux d'activité net selon l'enquête suisse sur la population active (ESPA).
$\frac{\overset{o}{Pop_ (15-64)}}{\overset{o}{Pop_tot}}$	La part de la population en âge de travailler dans la population totale , soit le rapport entre la population âgée de 15 à 64 ans et la population totale.

Description des variables

$\overset{o}{PIB}$	Produit intérieur brut à prix de l'année précédente, année de référence 2010
$\overset{o}{Pop_tot}$	Population totale (population résidente permanente)
$\overset{o}{HET}$	Heures effectives de travail (volume de travail)
$\overset{o}{Actifs_occupés}$	Personnes actives occupées
$\overset{o}{Pers_actives}$	Personnes actives ou population active (= personnes actives occupées + chômeurs au sens du BIT; voir note en bas de page no. 7)
$\overset{o}{Pop_ (15-64)}$	Population résidente permanente en âge de travailler (âgée de 15 à 64 ans)

L'évolution du PIB par habitant résulte donc d'une somme d'effets, à savoir l'évolution de la productivité horaire du travail et celle des quatre variables relatives à l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre (voir encadré 2). Cette perspective élargie permet de prendre du recul par rapport à l'association qui est souvent faite entre productivité élevée du travail et forte performance économique. Comme on le verra dans ce qui suit, plusieurs pays européens en crise ces dernières années présentaient un intrant en travail par habitant en forte baisse, tout en enregistrant une hausse de la productivité du travail. Ce résultat suggère qu'un accroissement de la productivité peut s'expliquer en partie par une augmentation du rapport entre le capital et le travail, et en partie par l'exclusion de la main-d'œuvre la moins productive du processus de production (fort chômage ou faible taux de participation de la population active).

Dans ce contexte, il convient de citer deux autres éléments:

1. Le cadre analytique présenté ici ne permet pas d'examiner l'impact d'une augmentation d'un point de pourcentage d'une variable sur le PIB par habitant, «toute chose étant égale par ailleurs». De telles analyses de sensibilité pourraient conduire à des interprétations erronées. Faire par exemple l'hypothèse que l'augmentation de la durée moyenne du travail entraîne une augmentation de la productivité horaire est réductrice. En effet, l'impact d'une variation de la durée normale du travail sur la productivité horaire dépend de multiples facteurs, par exemple de la phase d'activité dans laquelle se trouvent l'économie ou une branche d'activité économique donnée.
2. Bien que le cadre d'analyse du PIB par habitant soit plus large que celui des analyses du PIB ou de la productivité, il ne tient toutefois pas compte de certaines dimensions qui sont importantes pour l'analyse du niveau de vie d'une économie. Ainsi, le niveau de formation de la population active et les évolutions des qualifications ne sont pas explicitement pris en compte. Les caractéristiques du «facteur humain» doivent donc être examinées séparément afin d'aboutir à une vision d'ensemble la plus complète possible. Il en va de même du stock de capital et du progrès technique.

3 L'évolution en Suisse

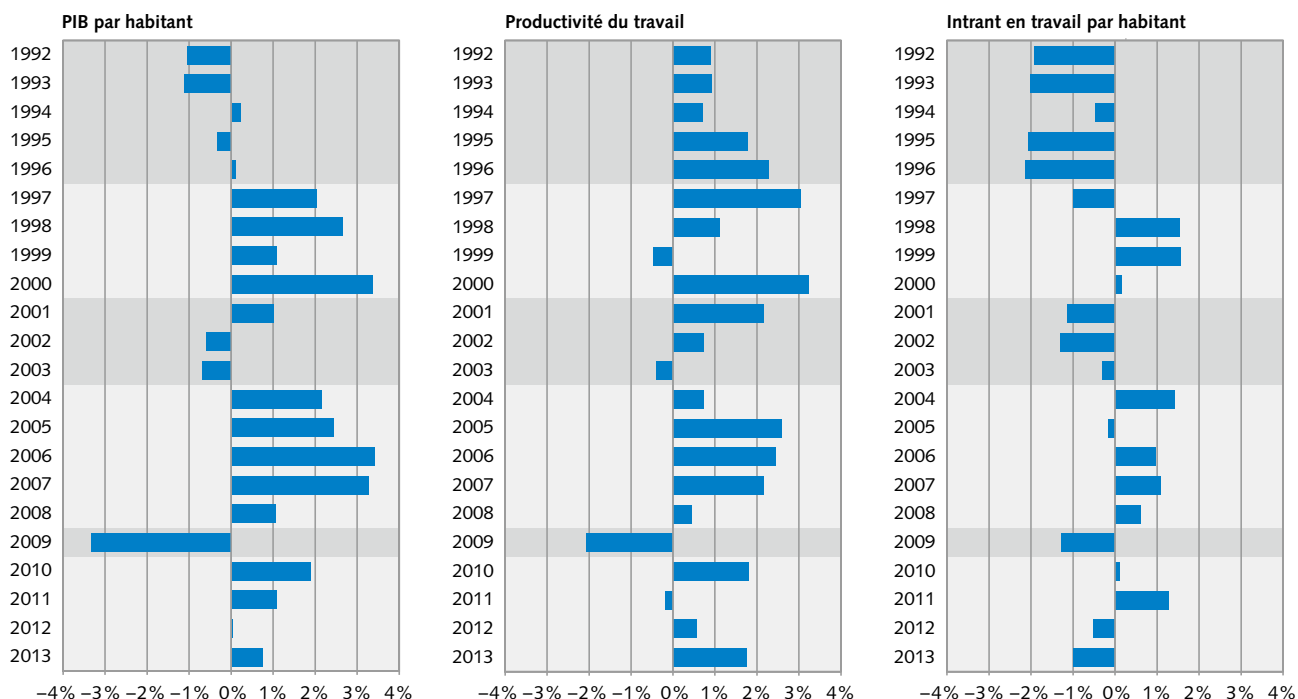
Pour la période comprise entre 1991 et 2013⁸, l'évolution du PIB suisse par habitant est tout d'abord présentée à la lumière d'une décomposition annuelle de son taux de croissance en deux éléments: croissance de la productivité du travail et effet de l'utilisation de la main-d'œuvre (EUM). Avec 22 années d'observation, on risque de perdre rapidement la vue d'ensemble. C'est pourquoi l'analyse du présent chapitre se concentre sur six sous-périodes choisies en fonction de l'évolution conjoncturelle.

3.1 Productivité du travail et EUM

Le tiers gauche du graphique G 1 présente les taux de croissance annuels du PIB suisse par habitant. Pour chacune des années, conformément à la méthode décrite au départ, ces valeurs sont décomposées en deux éléments, à savoir le taux de croissance de la productivité du travail et l'EUM. Ces deux composantes sont présentées au milieu et à droite du graphique. Pour ce qui est de la croissance du PIB par habitant, on constate que

Décomposition du taux de croissance du PIB suisse par habitant, de 1991 à 2013

G 1



Les phases de stagnation et de récession apparaissent sur fond gris.

Sources: OFS – CN, ESPOP, STATPOP, SVOLTA

© OFS, Neuchâtel 2015

⁸ S'il est question, dans la présente publication, d'une période comprise entre l'année X et l'année Y, cela signifie que l'on considère l'évolution d'une variable (p. ex. le PIB par habitant) à partir de la valeur de l'année X et jusqu'à celle de l'année Y. Pour la période ainsi définie, les taux de croissance déterminants sont ceux des années X+1 à Y incluse (car le taux de croissance d'une année X concerne par définition l'évolution entre l'année X-1 et l'année X) et non ceux des années X à Y incluse.

des périodes d'évolution faible, voire négative, alternent avec des périodes d'essor. Ces **fluctuations** s'observent aussi au niveau de l'EUM et (même si c'est de façon moins marquée) au niveau de la croissance de la productivité du travail. En d'autres termes, l'intrant en travail par habitant et la productivité du travail évoluent de manière nettement procyclique.

Sur l'ensemble de la période d'observation choisie (1991 à 2013), le PIB affiche une hausse annuelle moyenne de 1,7%. La population s'étant accrue dans le même temps, le PIB par habitant a un peu moins augmenté, soit de 0,9% en moyenne par an.

Six périodes ont été retenues pour observer les facteurs qui caractérisent le profil de croissance du PIB par habitant. Elles ont été définies en fonction de l'évolution conjoncturelle. Trois d'entre elles (1991 à 1996, 2000 à 2003 et 2008 à 2009) correspondent à des phases de ralentissement économique⁹, durant lesquelles le PIB ne s'est développé que faiblement, quand il n'a pas régressé. Etant donné que pendant ces années (comme d'ailleurs durant toute la période sous revue) la population a augmenté, cette faible évolution du PIB s'est traduite par des taux de croissance moyens négatifs du PIB par habitant. Ces trois périodes de stagnation ou de récession alternent avec trois phases d'essor (1996 à

2000, 2003 à 2008 et 2009 à 2013) au cours desquelles le PIB comme le PIB par habitant ont progressé. Dans les graphiques G 1 et G 2 et dans le tableau T 1, les phases de ralentissement sont représentées en gris, pour une meilleure lisibilité.

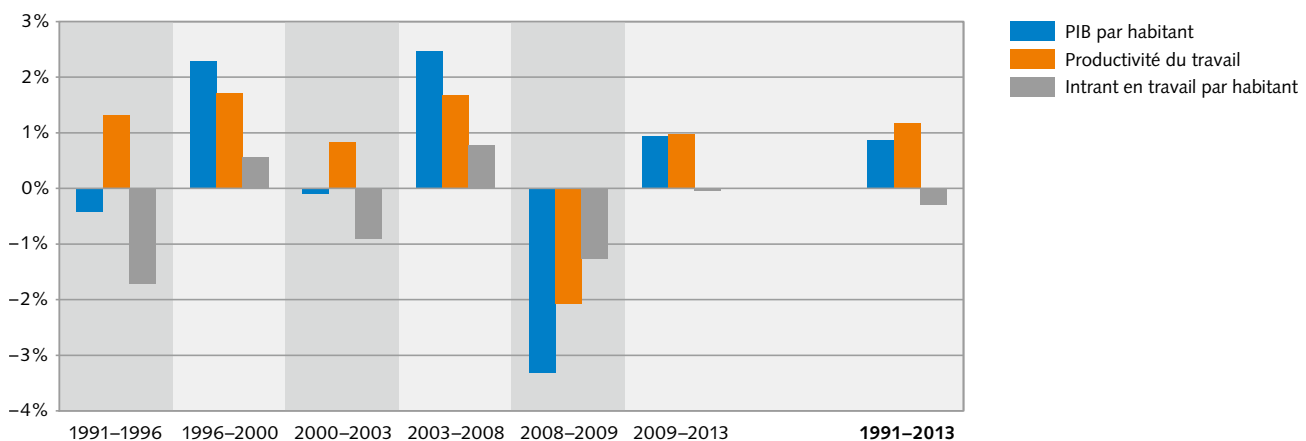
Les six périodes choisies illustrent le **caractère procyclique** déjà souligné, que ce soit pour la productivité du travail ou pour l'EUM. Concrètement, pour ces deux composantes, on observe toujours un taux de croissance plus élevé pendant les phases d'expansion que pendant les périodes de régression les plus proches. Ces deux éléments se ressemblent donc dans leur dynamique à court terme.

Mais si l'on considère l'évolution à plus long terme et que l'on examine les contributions apportées par les deux composantes sur la période totale, une différence apparaît: seule la productivité du travail participe à la croissance du PIB par habitant, avec une augmentation annuelle moyenne de 1,2%. En revanche, l'EUM est légèrement négatif sur toute la période, de 0,3% en moyenne par an. L'intrant en travail par habitant recule notamment pendant les trois phases de ralentissement. La contribution globalement positive de la productivité du travail s'explique quant à elle par le fait qu'elle n'augmente pas seulement durant toutes les périodes d'essor,

Décomposition du taux de croissance du PIB suisse par habitant, de 1991 à 2013, par période

En moyenne annuelle

G 2



Sources: OFS – CN, ESPOP, STATPOP, SVOLTA

© OFS, Neuchâtel 2015

⁹ Dans la décomposition choisie, la phase de récession la plus récente 2008 à 2009 ressort d'autant plus qu'elle est exceptionnellement courte, à savoir un an seulement. Mais étant donné la solide évolution économique avant et après cette forte baisse, une subdivision différente aurait été peu logique. Par son caractère (durée courte, mais recul significatif du PIB), cette phase de récession sur 2008 à 2009 se différencie fondamentalement des deux autres phases de stagnation observées ici.

T1 Décomposition détaillée du taux de croissance du PIB suisse par habitant, de 1991 à 2013, par période

En moyenne annuelle

	PIB par habitant	Productivité horaire	Intrant en travail par habitant	Composantes de l'intrant en travail par habitant				PIB aux prix de l'année précédente
				Durée moyenne de travail (par personne active occupée)	Effet du chômage	Taux de participation de la population en âge de travailler	Part de la population en âge de travailler dans la population résidente totale	
1991–1996	–0,4%	1,3%	–1,7%	–0,2%	–0,4%	–1,0%	–0,2%	0,4%
1996–2000	2,3%	1,7%	0,6%	0,2%	0,2%	0,2%	–0,1%	2,7%
2000–2003	–0,1%	0,8%	–0,9%	–0,9%	–0,5%	0,3%	0,2%	0,5%
2003–2008	2,5%	1,7%	0,8%	0,0%	0,1%	0,6%	0,1%	3,3%
2008–2009	–3,3%	–2,1%	–1,3%	–0,5%	–0,9%	0,2%	–0,1%	–2,1%
2009–2013	0,9%	1,0%	0,0%	–0,5%	0,0%	0,6%	–0,2%	1,9%
1991–2013	0,9%	1,2%	–0,3%	–0,2%	–0,1%	0,1%	–0,1%	1,7%

Les résultats dans les tableaux sont arrondis indépendamment de la somme finale. Il se peut donc que les montants totaux s'écartent légèrement de la somme des différentes valeurs qui les composent.

Sources: OFS – CHOM-BIT, CN, ESPOP, SPAO, STATPOP, SVOLTA

© OFS, Neuchâtel 2015

mais aussi pendant les deux phases de stagnation, de 1991 à 1996 et de 2000 à 2003. C'est seulement pendant la courte période de récession 2008 à 2009 que la productivité du travail chute d'un peu plus de 2%. Si l'on observe l'évolution annuelle de la productivité du travail (voir graphique G 1), on constate certes qu'il y a quatre années où elle recule globalement (1999, 2003, 2009 et 2011). Mais le recul de 2009 reste exceptionnel par son ampleur.

Il n'en reste pas moins qu'une tendance semble se dégager: celle d'un **ralentissement de la croissance de la productivité du travail** au fil du temps. Cela apparaît quand on observe que, durant la deuxième et la troisième phase de régression, la croissance moyenne de la productivité du travail est plus faible que pendant les phases de ralentissement précédentes. La même constatation peut être faite pour les trois phases d'essor. Le chapitre 4 reprend l'hypothèse d'un affaiblissement de la productivité du travail dans le temps et la replace dans un contexte international.

3.2 Chronologie de l'évolution du PIB par habitant

La période entre **1991 et 1996** est marquée par d'importantes difficultés. Après la dislocation de l'Union Soviétique, le contexte international est instable; la guerre du Golfe et la hausse des prix du pétrole qu'elle a déclenchée contribuent à l'incertitude économique. De plus, la Suisse pâtit des conséquences de l'explosion de la bulle des prix immobiliers et du niveau élevé, pour ce pays, des taux d'inflation. Il en résulte une croissance négative du PIB par habitant pendant cette période. Une forte croissance de la productivité est cependant enregistrée, signe que des restructurations importantes sont réalisées à cette époque. Du côté des employés, ce phénomène se traduit notamment par un fort recul du taux de participation et une augmentation du chômage inhabituelle pour la Suisse.

Le contexte de la période entre **1996 et 2000** se présente mieux. L'inflation jugulée permet un assouplissement de la politique monétaire, ce qui, combiné à une forte croissance chez les principaux partenaires économiques de la Suisse, permet une forte hausse du PIB par habitant. La productivité du travail continue d'augmenter et en 1998, l'intrant en travail par habitant est pour la première fois en hausse, alors qu'il ne cessait de reculer précédemment. La contribution positive de l'EUM se décline en plusieurs facteurs (temps de travail plus long, taux de participation plus élevé et recul du chômage).

Une nouvelle phase de stagnation suit entre **2000 et 2003**. Elle est essentiellement déclenchée par des événements internationaux (explosion de la bulle sur les marchés financiers, intensification de l'instabilité internationale suite aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 et à la «guerre contre le terrorisme»). En Suisse, la stagnation se traduit par le ralentissement de la croissance de la productivité mais aussi par un EUM de nouveau négatif. Au final, ces deux phénomènes se soldent par un léger recul du PIB par habitant.

La période suivante, entre **2003 et 2008**, affiche une croissance dynamique sur l'ensemble de la période d'observation, que ce soit pour le PIB ou le PIB par habitant. La détente de la situation économique dans les pays développés déclenche des impulsions positives. De plus, l'Europe traverse une période sans turbulences monétaires notables. Dans ce contexte, le franc suisse faiblit légèrement, ce qui fournit un soutien supplémentaire à la croissance. On ne constate cependant aucune tendance inflationniste. Parallèlement à une solide croissance de la productivité du travail, l'intrant en travail par habitant s'intensifie lui aussi, notamment grâce à une augmentation du taux de participation.

Entre **2008 et 2009** la crise financière internationale plonge la Suisse dans une forte récession. Le PIB par habitant comme ses composantes, productivité du travail et intrant en travail par habitant, s'effondrent. Bien que la Suisse soit fortement exposée à cause de l'importance de son secteur financier et de sa forte interdépendance internationale, la phase de récession effective est de courte durée dans notre pays. Deux facteurs sont favorables: à la différence des Etats-Unis et de certains pays d'Europe, la Suisse n'est pas touchée par une crise immobilière, et les finances publiques sont globalement saines.

Néanmoins, la reprise constatée entre **2009 et 2013**, fin de la présente analyse, reste contenue. Dans certains pays d'Europe, la combinaison de différents facteurs (poursuite de la crise immobilière, sauvetage des banques touchées, problèmes structurels, limitation des dépenses de l'Etat pour faire face à un endettement important dans les budgets publics) transforme la récession en une crise durable. Sur les marchés monétaires, cela aboutit à une pression à la hausse sur le franc, à laquelle la Banque Nationale Suisse a résisté à partir de septembre 2011 pour plus de trois ans en maintenant un cours plancher de 1 fr. 20 face à l'euro. Comparativement, dans ce contexte défavorable, l'économie suisse a réussi à bien se maintenir, avec une légère hausse de la productivité et du PIB par habitant et une stagnation globale de l'intrant en travail par habitant.

3.3 Evolution détaillée des différentes contributions de l'EUM

Une analyse plus précise de **l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre (EUM)** permet de le décomposer en **quatre sous-composantes**, comme indiqué au paragraphe 2.3: la moyenne des heures travaillées annuelles par une personne active occupée, le chômage, le taux de participation et la part de la population totale en âge de travailler. Les lignes suivantes se concentrent sur l'évolution de ces quatre facteurs pendant les six sous-périodes précédemment citées.

Le temps de travail annuel moyen par personne active occupée s'avère être plutôt procyclique et volatil. La tendance de cette variable est nettement à la baisse: entre 1991 et 2013, le temps de travail moyen a diminué tous les ans de 0,2% en moyenne, ce qui aboutit à une importante réduction globale de plus de 5% sur l'ensemble de la période sous revue. Deux facteurs soutiennent cette tendance: d'une part la propension à la réduction de la durée normale de travail dans les entreprises pour les emplois à plein temps, d'autre part la propagation des emplois à temps partiel, ce deuxième élément étant clairement le plus déterminant¹⁰. On peut en outre remarquer que même dans la période de reprise, depuis 2009, le temps de travail moyen a diminué de 0,5% en moyenne.

L'effet du chômage affiche un fonctionnement procyclique plus net que les autres sous-composantes: une influence négative (à savoir une augmentation du chômage) dans les années de récession et de stagnation et une influence légèrement positive dans les années d'essor. Si l'on observe le tableau T 1, la fourchette de cette influence semble être de la même ampleur que celle du temps de travail annuel moyen. Cependant, si l'on prend les valeurs annuelles (voir tableau T 3 en annexe), le chômage s'avère être moins volatil que le temps de travail moyen. En d'autres termes, sur la période observée, les variations des heures effectives de travail résultent plus des adaptations des heures de travail fournies par personne active occupée (adaptations du taux d'occupation ou heures supplémentaires ou réduction des heures) que du licenciement d'employés passant au chômage ou de l'embauche d'anciens

¹⁰ D'après la statistique de la durée normale de travail dans les entreprises (DNT), le temps de travail hebdomadaire normal dans les entreprises est passé de 42,2 à 41,7 heures entre 1991 et 2013 et a donc seulement baissé de 1,3%.

chômeurs. Sur l'ensemble de la période, l'influence du chômage affiche une tendance légèrement à la baisse (0,1% par an)¹¹.

Le **taux de participation** affiche lui aussi une évolution procyclique, même si une solide progression peut-être constatée ces derniers temps. Il faut noter que cette contribution est restée positive durant la récession de 2009. D'une façon générale, les années 1990 ont été marquées par un recul du taux de participation, qui s'est inversé après le tournant du siècle pour laisser la place à une progression constante. Il en résulte au final, entre 1991 et 2013, une légère augmentation de 0,1% en moyenne par an.

L'effet démographique, à savoir la part de la population en âge de travailler est faible et ne permet d'établir aucun lien avec la conjoncture. Cela n'a rien d'étonnant. En effet, cette influence dépend de données qui se modifient lentement et agissent parfois après coup, à savoir les naissances, les décès et les mouvements migratoires. En outre, mis à part la migration, il est très probable que ces facteurs réagissent de manière à peine perceptible aux évolutions conjoncturelles. Un recul annuel de 0,1% est enregistré sur l'ensemble de la période, ce qui correspond à une légère diminution de la part de la population en âge de travailler.

3.4 Conclusions

Le point de départ de ce chapitre était la décomposition de la croissance du PIB suisse par habitant en deux éléments, «la croissance de la productivité du travail» et «l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre» (EUM). Ces deux composantes suivent une évolution nettement procyclique.

Si l'on observe la tendance de ces deux facteurs à plus long terme, on constate un taux de croissance de la productivité du travail de 1,2% et une contribution négative de 0,3% par an pour l'EUM. Apparaît ici un phénomène que l'on observe aussi sur des périodes de temps plus longues ou à l'échelle d'une comparaison internationale (comme dans le chapitre suivant): dans les économies modernes, sur des périodes de temps relativement longues, des hausses de la productivité du travail sont envisageables, voire courantes. Les améliorations durables de la productivité du travail sont une conséquence du progrès technique, du progrès de la formation de la main-d'œuvre et des innovations organisationnelles. En revanche, pour ce qui est de l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre (EUM), les influences positives durables sur le PIB par habitant sont exclues sur des périodes de temps relativement longues. Ce constat s'appuie sur des raisons pratiques évidentes: en effet, le temps de travail moyen par personne ne peut être augmenté à l'infini.

Ces réflexions expliquent pourquoi la productivité du travail, notamment les attentes par rapport à son évolution future, occupent une place si importante dans le débat sur la politique économique. Les analyses approfondies de l'EUM (surtout de ses différentes composantes) sont cependant justifiées et peuvent permettre des découvertes importantes en matière de politique conjoncturelle et de l'emploi. Ainsi, la présente analyse a montré que ces deux dernières décennies ont été marquées par quelques évolutions importantes, notamment la tendance au raccourcissement du temps de travail et à l'augmentation du taux de participation.

¹¹ Ce recul n'est pas étonnant, car en Suisse, depuis la moitié du XX^e siècle et jusqu'à la fin des années 1980, le chômage était un phénomène quasiment inconnu. En 1991, le taux de chômage au sens de l'OIT ne dépassait pas 1,8%, un taux très faible par rapport aux pourcentages actuels. Durant les dix dernières années de la période sous observation, ce chiffre n'est jamais passé en-dessous de 3,4% malgré une conjoncture parfois favorable.

4 Comparaison internationale

L'analyse du taux de croissance du PIB par habitant au sein d'un pays, telle que réalisée dans le chapitre précédent, n'est qu'un domaine d'application de cet indicateur. Les comparaisons des **niveaux de vie de différents pays** font aussi souvent référence au PIB par habitant. Comme indiqué en introduction, cela s'explique notamment par les efforts internationaux faits pour standardiser largement le système des CN, ce qui garantit que les valeurs de départ (à savoir le PIB et la population) sont mesurées dans la plupart des pays développés suivant des règles harmonisées. Mais pour pouvoir effectuer des comparaisons à l'échelle internationale, il faut aussi que l'indicateur PIB par habitant soit fourni dans une unité de mesure comparable au niveau international. Ce n'est pas le cas pour les données publiées par les offices statistiques nationaux, puisqu'elles sont exprimées dans la monnaie du pays ou de l'Union. Une étape de conversion supplémentaire est donc nécessaire pour passer du PIB par habitant exprimé en monnaie nationale à un indicateur pouvant être comparé au niveau international.

Dans la pratique, c'est ce à quoi servent les **parités de pouvoir d'achat (PPA)**. Il s'agit de taux de conversion monétaire qui permettent, à tous les pays qui doivent être comparés, d'exprimer leur niveau de prix dans une même unité de mesure pour une année donnée. Valent comme unité de mesure commune la monnaie et le niveau de prix d'un des pays soumis à comparaison, dans le cas présent les Etats-Unis¹². Par exemple, pour 2013, la valeur du PPA est de 1,379 en Suisse. Cela signifie que cette année-là, 1379 francs suisses en moyenne étaient nécessaires pour un volume d'achat qui correspondait à 1000 dollars aux Etats-Unis. Le PIB suisse en parité de pouvoir d'achat, exprimé en USD, pour 2013, peut alors être calculé en divisant par cette valeur du PPA le PIB nominal mesuré en francs suisses. Les procédures de détermination et de calcul des PPA

ont été standardisées dans le cadre du programme PPA commun à l'OCDE et à Eurostat, qui garantit également un haut degré de comparabilité internationale. Depuis 1990 la Suisse, représentée par l'OFS, participe à ce programme¹³.

Les données sur lesquelles s'appuient les graphiques et réflexions ci-après proviennent du portail de la statistique de l'OCDE¹⁴. Les considérations ci-dessous sont basées sur une comparaison des PIB par habitant des pays de l'OCDE en parité de pouvoir d'achat, en 1991 et en 2013. Cet « instantané » pour les années de début et de fin de la période sous revue est ensuite complété, dans les pays soumis à comparaison, par l'analyse des taux de croissance des PIB par habitant ainsi que de leur décomposition dans les deux éléments cités, à savoir la productivité du travail et l'EUM.

4.1 Niveau du PIB par habitant

Le graphique G3 présente le **PIB par habitant** des pays de l'OCDE **en parité de pouvoir d'achat** pour les années 1991 et 2013. Sont aussi illustrées les valeurs moyennes pour le groupe de tous les pays de l'OCDE et pour les pays de l'UE-15. Sont à chaque fois représentées des valeurs indexées, avec comme référence la moyenne de tous les pays de l'OCDE, ramenée à une valeur de 100. En 2013, la Suisse occupe le troisième rang, derrière le Luxembourg et la Norvège et devant les Etats-Unis. En 1991, seul le Luxembourg affiche un PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat supérieur à celui de la Suisse¹⁵. Le passage de la Suisse du deuxième au troisième

¹² Dans la pratique, le choix du pays pris comme référence n'a pas d'importance. Cela a seulement un effet sur les valeurs absolues des PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat de tous les pays, mais pas sur leurs relations entre elles.

¹³ Pour toute explication détaillée sur le calcul et l'utilisation des parités de pouvoir d'achat (PPA), veuillez consulter Eurostat (2012) et plus précisément OFS (2012) pour avoir une présentation sous l'angle suisse.

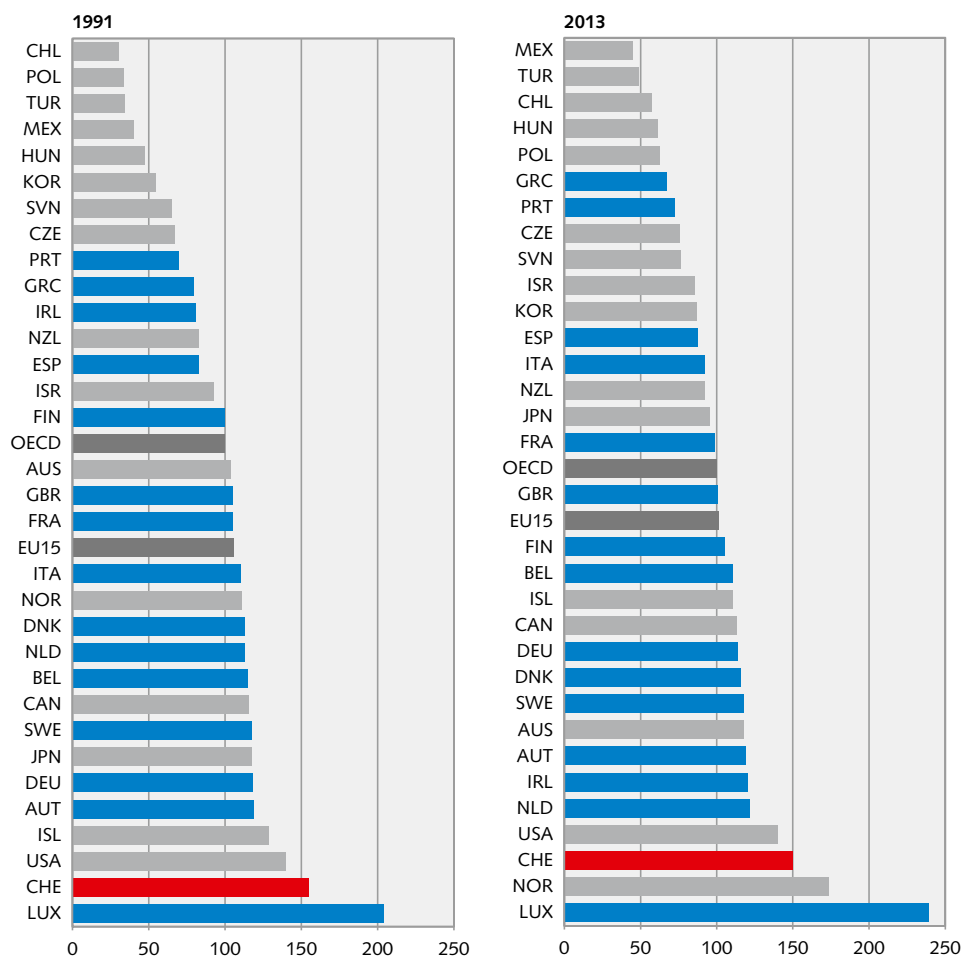
¹⁴ Concernant la source des données, notamment pour les heures effectives de travail, voir OCDE (2013), annexe B.

¹⁵ L'exceptionnel PIB par habitant du Luxembourg est à rapprocher de la forte proportion d'employés étrangers qui font la navette pour venir travailler dans ce pays. Leur activité est intégrée au PIB luxembourgeois. Cependant, comme leur salaire ne reste pas au Luxembourg, il y a de fortes chances pour que, dans ce cas, le PIB par habitant traduise un niveau de vie trop élevé.

PIB par habitant des pays de l'OCDE en parité de pouvoir d'achat, 1991 et 2013

OECD = 100

G 3



Pour une meilleure lisibilité, les barres sont colorées de la manière suivante: Suisse (rouge), pays membres UE-15 (bleu), valeurs moyennes de groupes de pays (gris foncé).

Sources: OFS – ESPOP, STATPOP; OCDE – National Accounts Statistics, Productivity Statistics

© OFS, Neuchâtel 2015

rang s'explique par l'impressionnante évolution de la Norvège, qui résulte elle-même de l'importance accrue du secteur pétrolier norvégien dans la valeur ajoutée globale de ce pays. Si l'on prend comme valeur de référence le PIB moyen par habitant des pays de l'OCDE en parité de pouvoir d'achat, il s'avère aussi que le positionnement de la Suisse reste bon, mais de façon un peu moins marquée qu'au début de notre période d'observation: si le PIB suisse par habitant était encore 55% supérieur à la moyenne de l'OCDE en 1991, cette avance est tombée à 50% en 2013.

4.2 Evolution du PIB par habitant

Nous allons examiner dans les lignes qui suivent, pour les pays de l'OCDE, Suisse comprise, les taux de croissance du PIB par habitant et leur décomposition en productivité du travail et EUM. Le groupe des pays soumis à comparaison a été légèrement limité pour cette partie de l'analyse, car les données sur les heures effectives de travail, nécessaires au calcul des deux facteurs, n'étaient pas disponibles pour tous les pays cités au début. Il n'est donc pas non plus possible d'intégrer de valeurs moyennes, ni pour l'OCDE ni pour l'UE-15. L'analyse qui suit couvre tout d'abord l'ensemble de la période (1991 à 2013) et tous les pays soumis à comparaison pour lesquels les données sont disponibles. Suit une analyse plus détaillée, avec les deux sous-périodes, qui correspondent chacune à la moitié de la période totale (donc 1991 à

2002 et 2002 à 2013). Pour une meilleure visibilité, cette analyse approfondie est limitée au sous-groupe des pays soumis à comparaison qui sont les plus significatifs possible pour la Suisse.

Comme le montre le graphique G 4, la Suisse se situe tout en bas de l'échelle, avec un **taux de croissance moyen du PIB par habitant** de 0,9% entre 1991 et 2013. Seuls l'Italie, la Grèce, le Japon et le Portugal enregistrent des valeurs plus faibles. Si l'on compare les PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat à l'échelle internationale, sur cette période la Suisse ne perd cependant qu'une place, comme le montre le graphique G 3. Cela s'explique en premier lieu par le fait que ceux des pays soumis à comparaison qui affichent une croissance exceptionnelle du PIB par habitant de plus de 2,5% par an (Corée du Sud, Chili, Irlande, Turquie) sont partis d'un niveau comparativement plus faible. Au Chili et en Turquie, en 1991, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat était nettement inférieur à la moitié de la moyenne de tous les pays de l'OCDE et celui de la Corée du Sud à peine au-dessus (graphique G 3). De ce point de vue, la performance de l'Irlande est d'autant plus

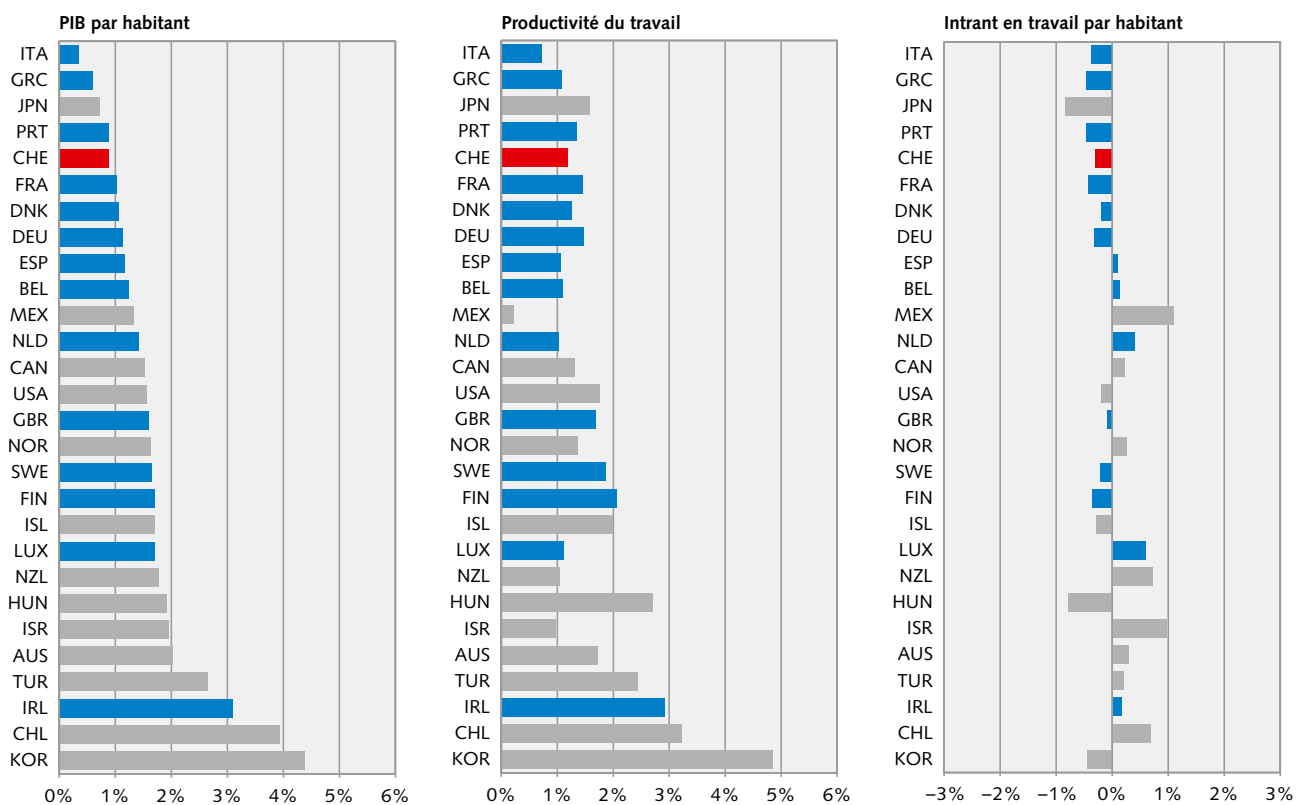
remarquable: en 1991, son PIB par habitant était encore inférieur de 19% à la moyenne de l'OCDE, et en 2013 il était nettement supérieur de 20%. Ce résultat a été obtenu avec une croissance moyenne du PIB par habitant de 3% par an. En revanche, la croissance du PIB par habitant des pays qui, comme la Suisse, affichaient déjà en 1991 une performance économique élevée, tend à être nettement inférieure à 2%. Le graphique G 5 met clairement en évidence la relation, tendancielle négative, entre le niveau de départ du PIB par habitant et sa croissance ultérieure.

Pour ce qui est de la **productivité du travail** (graphique G 4), tous les pays affichent des taux de croissance positifs, qui varient dans une fourchette relativement large, allant de pratiquement zéro (Mexique) à près de 5% (Corée du Sud). Concernant **l'intrant en travail par habitant**, il y a à peu près autant de pays affichant une croissance que de pays enregistrant un recul. La fourchette est ici plus limitée: seul le Mexique a une croissance moyenne de plus d'1%, et aucun des pays n'enregistre un recul supérieur à 1%. La comparaison montre en outre que le faible résultat de la Suisse en

Décomposition du taux de croissance du PIB par habitant des pays de l'OCDE, de 1991 à 2013

En moyenne annuelle

G 4



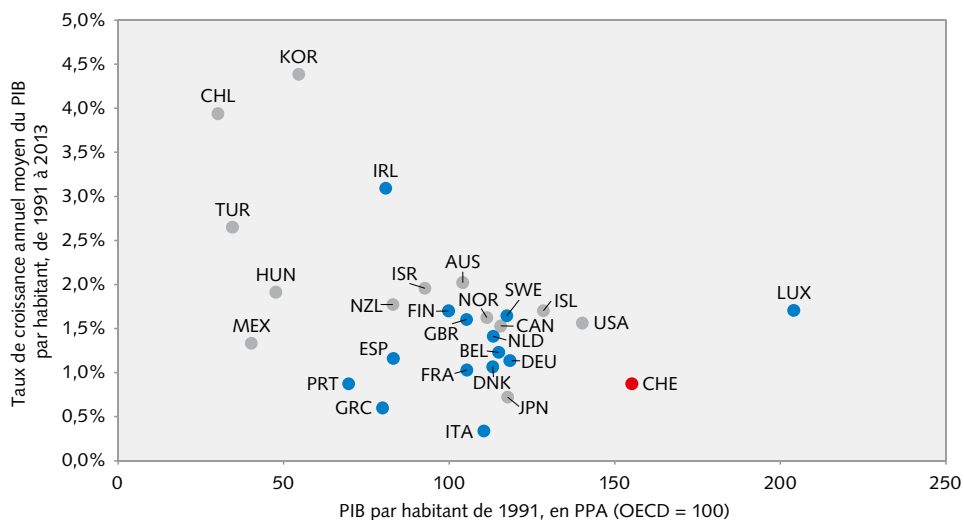
Pour une meilleure lisibilité, les barres sont colorées de la manière suivante: Suisse (rouge), pays membres UE-15 (bleu).

Sources: OFS – ESPOP, STATPOP; OCDE – National Accounts Statistics, Productivity Statistics

© OFS, Neuchâtel 2015

PIB par habitant de 1991 des pays de l'OCDE en parité de pouvoir d'achat et en taux de croissance, de 1991 à 2013

G 5



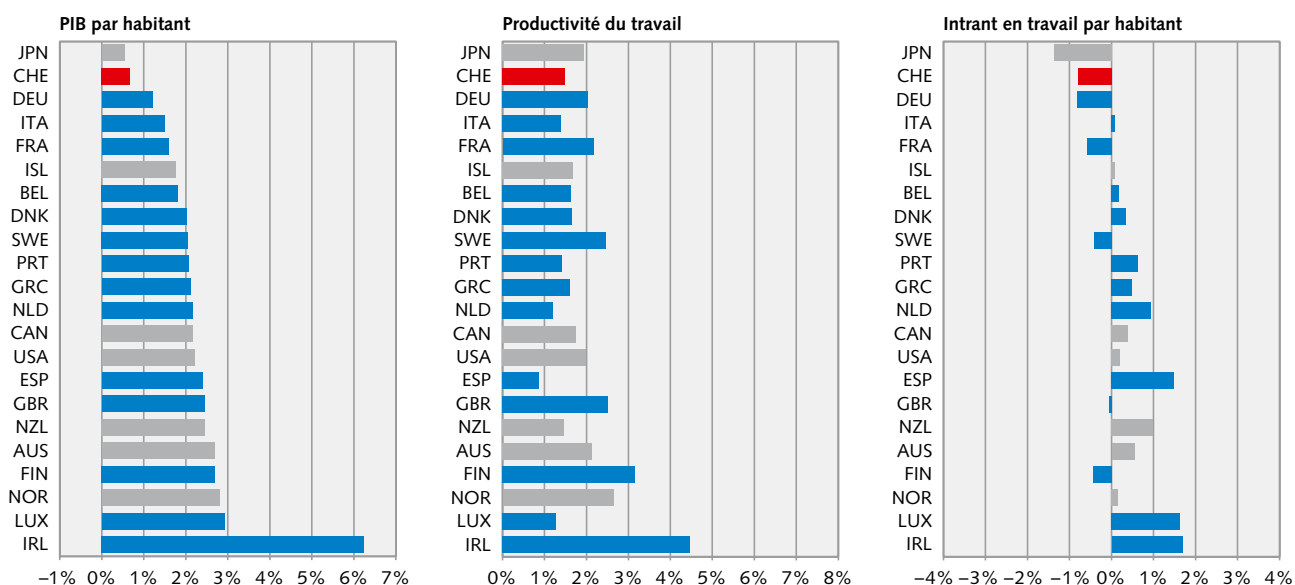
Pour une meilleure lisibilité, les points sont colorées de la manière suivante: Suisse (rouge), pays membres UE-15 (bleu).

Sources: OFS – ESPOP, STATPOP; OCDE – National Accounts Statistics, Productivity Statistics

© OFS, Neuchâtel 2015

Décomposition du taux de croissance du PIB par habitant de pays de l'OCDE, de 1991 à 2002

G 6



Pour une meilleure lisibilité, les barres sont colorées de la manière suivante: Suisse (rouge), pays membres UE-15 (bleu).

Sources: OFS – ESPOP, STATPOP; OCDE – National Accounts Statistics, Productivity Statistics

© OFS, Neuchâtel 2015

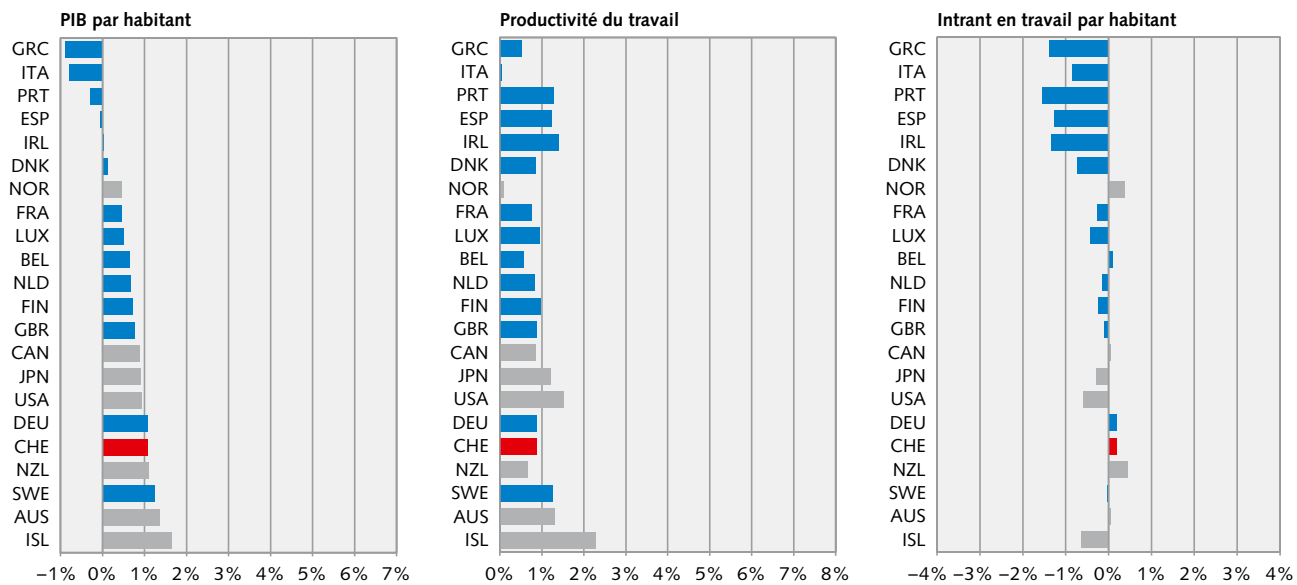
termes de croissance du PIB par habitant s'explique par une faible évolution de la productivité du travail et de l'intranant en travail par habitant.

Pour mieux comprendre ces évolutions sur la période observée ici, il est judicieux de la diviser en deux sous-périodes de même durée. Là encore, sont considérés en priorité le taux de croissance moyen du PIB par habitant et sa décomposition en productivité du travail et EUM. Cependant, la comparaison ci-après est réduite à

un groupe limité de pays. Outre la Suisse, il s'agit des pays de l'UE-15 et de l'Association européenne de libre-échange (AELE) ainsi que des pays développés que sont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon. Il s'agit là d'une restriction volontaire à des pays dont le stade d'évolution économique permet une comparaison relativement bonne avec la Suisse. Il est alors d'autant plus facile de faire ressortir d'éventuelles nuances.

Décomposition du taux de croissance du PIB par habitant de pays de l'OCDE, de 2002 à 2013

G 7



Pour une meilleure lisibilité, les barres sont colorées de la manière suivante: Suisse (rouge), pays membres UE-15 (bleu).

Sources: OFS – ESPOP, STATPOP; OCDE – National Accounts Statistics, Productivity Statistics

© OFS, Neuchâtel 2015

Pendant la **première moitié** (1991 à 2002; graphique G 6) de l'ensemble de la période considérée au début de l'analyse, le faible dynamisme du PIB par habitant suisse est très marqué si l'on compare à l'échelle internationale; seule la croissance par habitant du Japon est inférieure. Il faut noter qu'en Suisse, l'intranant en travail par habitant baisse nettement, de $-0,8\%$ par an. En Europe, seule l'Allemagne affiche un EUM négatif dans les mêmes proportions. Avec une croissance moyenne de $1,5\%$ par an pour ce qui est de la productivité du travail, la Suisse est moins dynamique que l'Allemagne ou la France par exemple et arrive dans la moitié inférieure du classement de tous les pays soumis à comparaison.

La **deuxième sous-période**, entre 2002 et 2013 (graphique G 7), contraste clairement. Certes, la croissance moyenne de la productivité du travail en Suisse est nettement inférieure à celle de la période précédente ($0,9\%$ contre $1,5\%$). Cependant, presque tous les pays comparés ont subi un net recul de la productivité du travail. Dès lors, la Suisse se situe proche de la moyenne. On peut ajouter que dans la plupart des pays soumis à comparaison (et notamment dans les pays de l'UE, à l'exception de l'Allemagne et de la Belgique), l'EUM est franchement négatif. Etant l'un des quelques pays développés à avoir pu augmenter légèrement l'intranant en travail par habitant, la Suisse enregistre une hausse du PIB par habitant de $1,1\%$, phénomène notable en termes de comparaison internationale. Les cinq pays de l'UE les

plus touchés par la crise (Grèce, Italie, Portugal, Espagne et Irlande) affichent parfois un recul sensible du PIB par habitant. Seule l'Irlande est parvenue à un taux de croissance tout juste supérieur à zéro. L'évolution de ces pays en crise est alors dominée par un intrant en travail par habitant nettement diminué, tandis que la productivité du travail évolue de façon clairement positive (sauf en Italie).

4.3 Conclusions

Ces deux dernières décennies, la Suisse a réussi à maintenir son **excellente position internationale** en termes de PIB par habitant. Comparée aux pays de l'OCDE, elle se classait au troisième rang en 2013, avant les Etats-Unis et tous les pays de l'UE, à l'exception du Luxembourg qui caracole en tête. Pourtant, la Suisse affichait alors un dynamisme bien plus faible que la majorité des pays soumis à comparaison, avec un taux de croissance moyen annuel du PIB par habitant de 0,9% pendant la période de comparaison (1991 à 2013).

Pour ce qui est de l'évolution économique de la Suisse, **la deuxième moitié de la période observée est globalement plus satisfaisante**. Entre 2002 et 2013, le PIB par habitant suisse connaît une augmentation moyenne de 1,1% par an tandis que la croissance moyenne annuelle des onze années précédentes (1991 à 2002) ne s'élève qu'à 0,7%. La présente analyse montre que l'amélioration de la situation durant les onze dernières années s'explique par une intensification de l'utilisation de la main-d'œuvre disponible. Si l'on revient sur le tableau T1 du précédent chapitre, on constate en outre que cette intensification est exclusivement obtenue via une augmentation du taux de participation. Cet effet compense donc celui de la productivité du travail, dont l'incidence s'est plutôt affaiblie au fil du temps: si son taux de croissance annuel se chiffrait en moyenne à 1,5% entre 1991 et 2002, il n'était plus que de 0,9% entre 2002 et 2013.

La question de savoir si la diminution observée de la croissance de la productivité du travail peut se poursuivre à l'avenir dépasserait le cadre de la présente analyse et ne pourrait de toute façon pas être tranchée avec la base de données présentée ici. Pour conclure, on peut cependant remarquer que **ce recul ne présente aucun caractère spécifiquement suisse**: à quelques exceptions près, entre 2002 et 2013, dans tous les pays soumis à comparaison, la croissance de la productivité du travail est nettement inférieure à ce qu'elle était les onze années précédentes. Les graphiques G6 et G7 illustrent parfaitement cette observation.

5 Régions et cantons de Suisse

La présente analyse descriptive ne traite plus de l'ensemble de l'économie mais se concentre sur les grandes régions et les cantons de Suisse (voir encadré 3 pour la définition du concept de grandes régions). Pour commencer, l'évolution des grandes régions et des cantons est examinée à l'aide de leur part relative dans le PIB et de leur contribution à la croissance du PIB.

La suite de l'analyse prend en compte la taille de la population des grandes régions et des cantons et la met en relation avec l'évolution économique. **L'analyse par habitant ne tient pas compte des flux pendulaires.** En d'autres termes, la valeur ajoutée d'une personne habitant dans le canton d'Argovie et travaillant dans celui de Zurich est comptabilisée dans le canton de Zurich et non dans celui d'Argovie¹⁶.

L'évaluation du PIB au niveau régional ou cantonal se fait donc largement sur la base des informations de base statistiques, suivant la méthode bottom-up (ou ascendante)¹⁷.

Encadré 3:

Les grandes régions en bref

Suite à un accord avec Eurostat (Office statistique de l'Union européenne), la Suisse a été intégrée en 1998 dans le système régional NUTS comme pays membre de l'AELE. La division de la Suisse en 7 grandes régions correspond au niveau NUTS-2 des unités territoriales, la Suisse entière constituant une unité territoriale du niveau NUTS-1. Les grandes régions ne sont pas un niveau institutionnel de la Suisse, à la différence des cantons, des districts et des communes.

Les 7 grandes régions de la Suisse (NUTS-2):

Région lémanique:	Vaud, Valais, Genève
Espace Mittelland:	Berne, Fribourg, Soleure, Neuchâtel, Jura
Suisse du Nord-Ouest:	Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Argovie
Zurich:	Zurich
Suisse orientale:	Glaris, Schaffhouse, Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Saint-Gall, Grisons, Thurgovie
Suisse centrale:	Lucerne, Uri, Schwytz, Obwald, Nidwald, Zoug
Tessin:	Tessin

Voir aussi en annexe la carte C 1 de la Suisse représentant les grandes régions et les cantons.

¹⁶ Nous ne disposons actuellement d'aucune donnée en Suisse permettant de mesurer le revenu brut cantonal. Cela permettrait une répartition du revenu par canton de domicile.

¹⁷ L'OFS (2013) fournit des informations détaillées sur l'évaluation du PIB aux niveaux régionaux et cantonaux. Une version révisée de ce rapport de méthode paraîtra fin 2015.

¹⁸ La Nomenclature des Unités Territoriales Statistiques (NUTS) a été élaborée en 1981 par Eurostat. Les régions NUTS sont utilisées pour collecter et harmoniser les données statistiques des membres de l'Union européenne (UE). Elles servent d'unités de base pour la politique régionale de l'UE. La nomenclature NUTS comprend 3 niveaux: aux seuils démographiques minimums et maximums suivants:

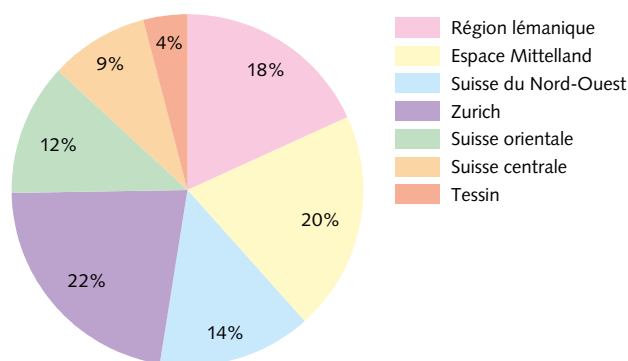
- régions NUTS-1: entre 3 et 7 millions d'habitants
- régions NUTS-2: entre 800'000 et 3 millions d'habitants
- régions NUTS-3: entre 150'000 et 800'000 habitants.

5.1 Parts du PIB et contributions à la croissance économique

Si l'on décompose le PIB suivant les grandes régions, on constate que, durant la période étudiée, entre 2008 et 2012, les grandes régions Zurich, Espace Mittelland et Région lémanique contribuent pour 60% au PIB, dans des proportions similaires. Le reste se répartit de façon inégale entre les grandes régions Suisse du Nord-Ouest, Suisse orientale, Suisse centrale et Tessin (voir graphique G 8). On peut noter que sur cette période, les parts relatives du PIB varient à peine. On ne constate donc aucune modification structurelle.

Si l'on considère la part relative des cantons au PIB (voir graphique G 9), le canton de Zurich se classe loin en tête, avec près de 22% pour ce qui est de la performance économique relative. Pour la grande région Espace Mittelland, le canton de Berne affiche la part relative de loin la plus importante au sein de la région, avec près de 12% du PIB. Suivent les cantons de la Région lémanique, qui affichent une part de près de 8% du PIB, à l'exception du canton de Vaud. Comme dans le cas des grandes régions, les parts relatives du PIB au niveau cantonal sont relativement stables pendant la période analysée.

Part relative du PIB par grande région, en moyenne de 2008 à 2012, en %, à prix courants G 8

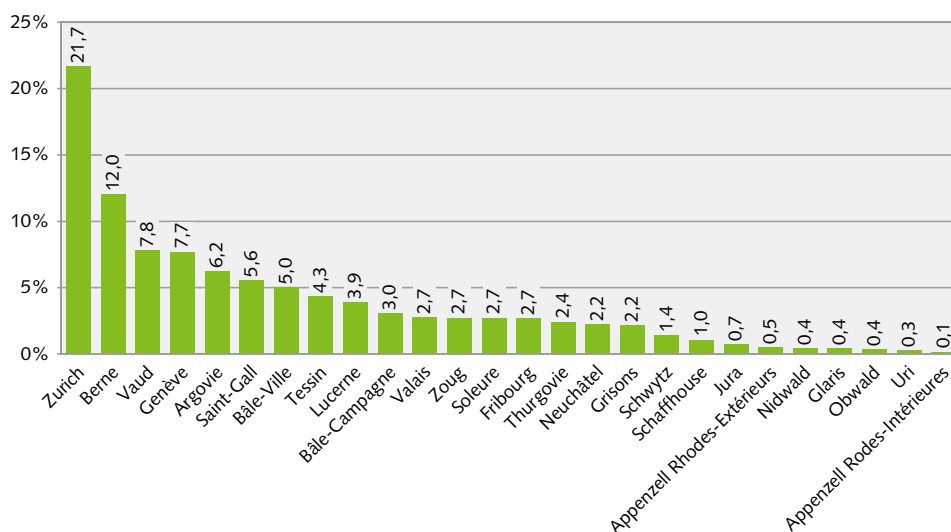


Source: OFS – Comptes nationaux (CN)

© OFS, Neuchâtel 2015

Part relative du PIB par canton, en moyenne de 2008 à 2012, en %, à prix courants

G 9

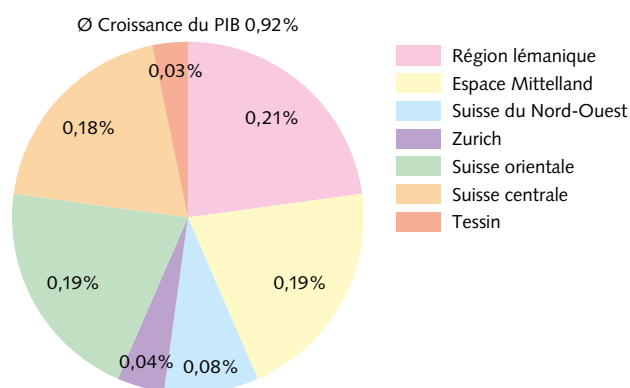


Source: OFS – Comptes nationaux (CN)

© OFS, Neuchâtel 2015

Entre 2008 et 2012, les régions de Zurich et de l'Espace Mittelland ainsi que la Région lémanique représentaient la plus grande part du PIB suisse. En comparaison, leur contribution à la croissance du PIB était cependant moins forte. Les graphiques ci-après, G 10 et G 11 illustrent les contributions des grandes régions et des cantons au PIB.

Contributions des grandes régions à la croissance du PIB, en moyenne de 2008 à 2012, en point de pourcentage, aux prix de l'année précédente **G 10**



Source: OFS – Comptes nationaux (CN)

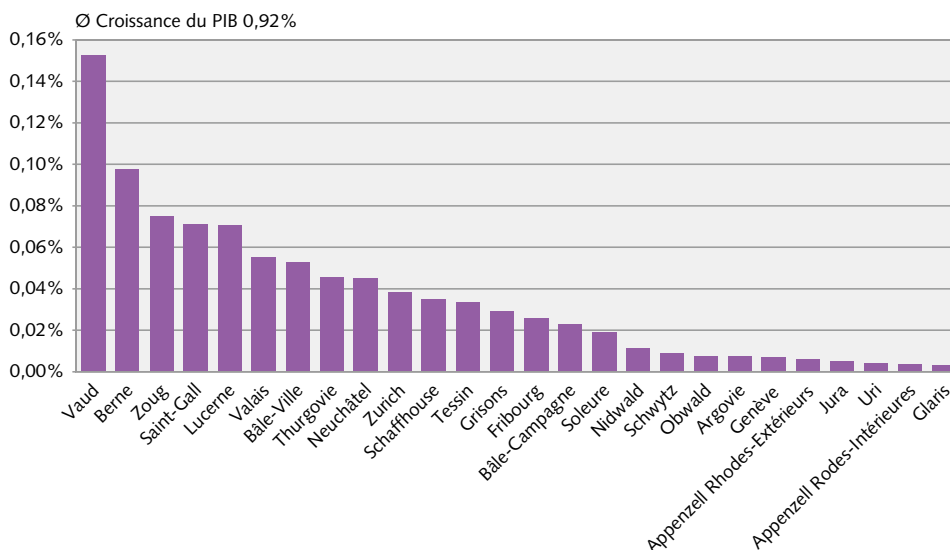
© OFS, Neuchâtel 2015

Avec une contribution à la croissance annuelle moyenne de 0,04%, la grande région de Zurich prenait l'avant-dernière place, juste avant le Tessin, dans les années 2008 à 2012. La croissance moyenne du PIB était de 0,92% en termes réels¹⁹. La faible croissance enregistrée à Zurich pendant la période observée s'explique par le fort recul du secteur financier en 2009, la valeur ajoutée réelle de cette branche baissant alors de près de 9%.

En revanche, les régions de Suisse orientale et de Suisse centrale ont fortement contribué à la croissance du PIB. La Suisse orientale a participé pour un cinquième environ à la croissance du PIB, dans les mêmes proportions que la Région lémanique, la Suisse centrale et l'Espace Mittelland. Le bon niveau de croissance de la région Suisse orientale s'explique par le canton de St-Gall, dont l'industrie a enregistré notamment de forts taux de croissance en 2010 et en 2011 (6,4% et 7,8%).

Le canton de Vaud est loin devant tous les autres cantons, avec une contribution annuelle moyenne à la croissance de 0,15 points de pourcentage en termes réels. Le canton doit entre autres ce dynamisme de la croissance économique aux entreprises internationales qui ont transféré leur siège ou développé leurs activités existantes dans le canton de Vaud²⁰.

Contributions des cantons à la croissance du PIB, en moyenne annuelle de 2008 à 2012, en point de pourcentage, aux prix de l'année précédente **G 11**



Source: OFS – Comptes nationaux (CN)

© OFS, Neuchâtel 2015

¹⁹ La somme de toutes les contributions des grandes régions correspond à la croissance suisse du PIB. Les différentes valeurs du graphique sont cependant arrondies sans tenir compte du total.

²⁰ Pour plus d'informations, voir Eperon (2012).

5.2 PIB par habitant

Dans la précédente analyse, la taille de la population des grandes régions et des cantons n'était pas prise en compte. Nous allons à présent nous intéresser à la performance économique par habitant. Comme mentionné précédemment, l'analyse par habitant n'intègre pas les flux pendulaires entre les grandes régions ou les cantons. Mais commençons par considérer rapidement l'évolution de la population en Suisse.

Entre 2008 et 2012, la population résidente permanente de la Suisse a augmenté en moyenne de 1,0% par an, pour passer à près de 8 millions. La croissance démographique a été supérieure à la moyenne (1,4% par an en moyenne) dans la région de Zurich et la Région lémanique. Pour ce qui est des cantons, ceux de Fribourg

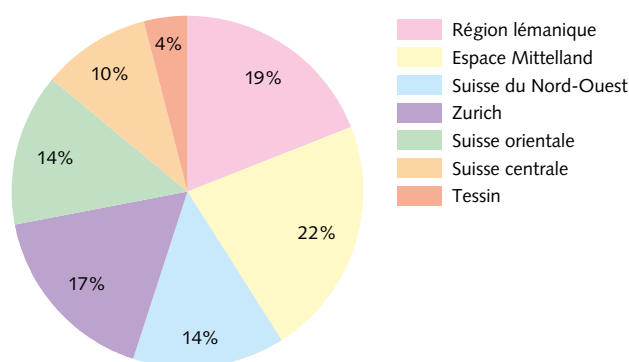
(1,9%) et de Vaud (1,6%) ont affiché la plus forte croissance. Bien que l'Espace Mittelland enregistre une croissance inférieure à la moyenne (0,7%), il reste la région la plus peuplée (22%), avec une population résidente permanente de près d'1,8 million. Suivent en deuxième et en troisième place la Région lémanique (19%) et Zurich (17%), voir graphique G 12.

Si l'on rapporte la taille de la population au PIB, la région de Zurich est celle qui, en 2012, a le PIB par habitant le plus élevé (100'000 francs), supérieur de près d'un cinquième à la moyenne suisse (voir graphique G 13). La Suisse du Nord-Ouest et le Tessin oscillent autour de la moyenne. La comparaison entre les années 2008 et 2012 montre un recul du PIB par habitant suite à la crise financière, notamment à Zurich. En revanche, la Suisse centrale semble avoir été à peine touchée par la crise financière.

Le simple diagramme de dispersion des parts relatives des PIB et de l'ensemble de la population résidente permanente (voir graphique G 14) indique aussi que la région de Zurich affiche une performance par habitant supérieure à la moyenne. La Suisse orientale et l'Espace Mittelland sont nettement en dessous de la moyenne suisse.

Part relative de la population résidente permanente par grande région, en moyenne de 2008 à 2012, en %

G 12

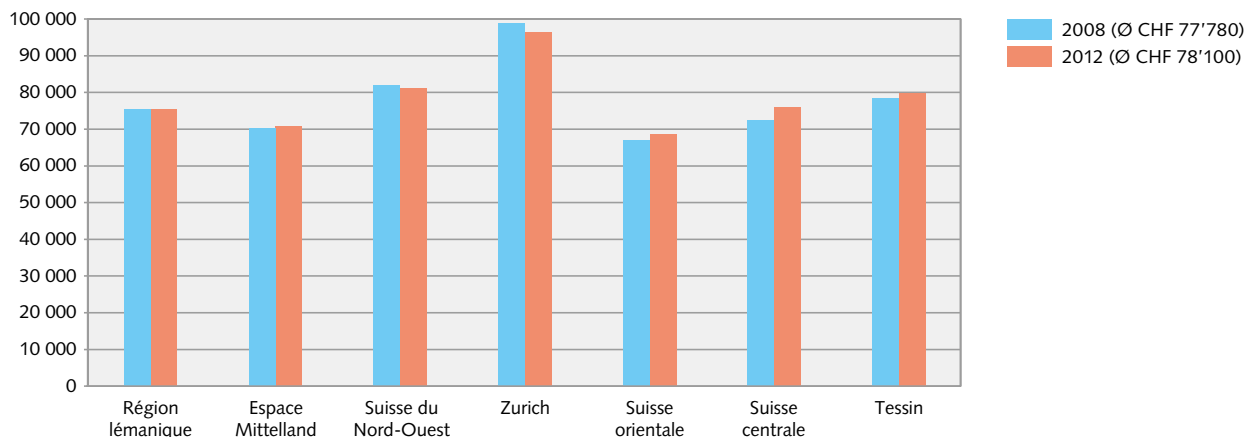


Sources: OFS – ESPOP, STATPOP

© OFS, Neuchâtel 2015

PIB par habitant par grande région, à prix courants, en CHF

G 13

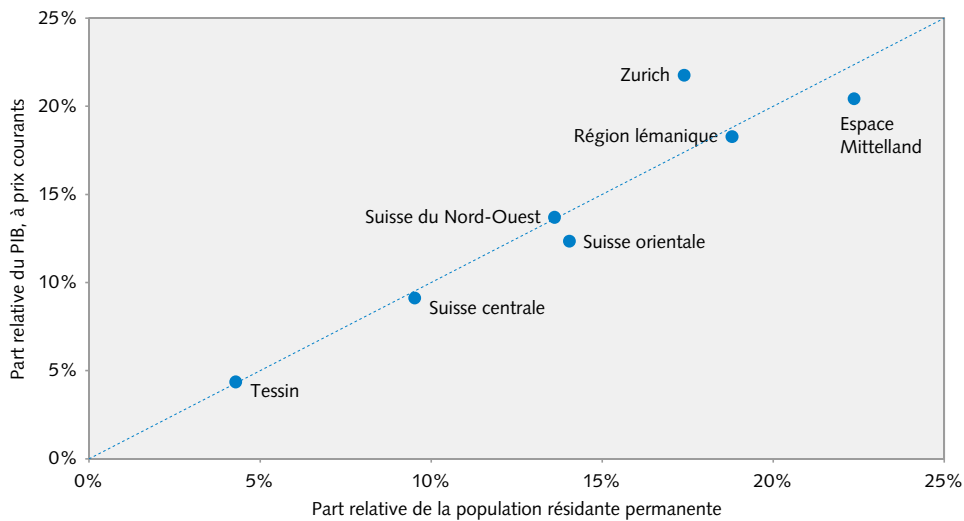


Sources: OFS – CN, ESPOP, STATPOP

© OFS, Neuchâtel 2015

Parts relatives du PIB et de la population résidente permanente par grande région, en moyenne de 2008 à 2012

G 14



Sources: OFS – CN, ESPOP, STATPOP

© OFS, Neuchâtel 2015

5.3 Décomposition par grande région du taux de croissance du PIB par habitant

Comme expliqué au début du présent document, dans le paragraphe 2.3, le taux de croissance du PIB par habitant se décompose en deux éléments, à savoir la productivité horaire et l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre (EUM). Le présent paragraphe analyse maintenant la décomposition du taux de croissance du PIB par habitant suivant les grandes régions.²¹ La décomposition du taux de croissance permet de voir quel effet a eu une incidence positive sur la croissance. Le graphique G 15 ci-après et le tableau T 2 correspondant présentent les résultats de cette décomposition.

Pendant la période sous revue, entre 2009 et 2012, la Suisse centrale et la Suisse orientale ont enregistré la croissance annuelle moyenne du PIB par habitant la plus élevée (+2,0% et +2,1%, respectivement). Alors qu'en Suisse orientale la croissance est uniquement due à l'augmentation de la productivité du travail (+2,3%), le bon niveau de croissance de la Suisse centrale s'explique lui par une croissance équilibrée des deux facteurs.

Pour le Tessin, les deux effets évoluent dans des directions opposées. Alors que la productivité horaire recule fortement (-1,0%) par rapport aux autres grandes régions, l'EUM est ici exceptionnellement haut (2,5%),

ce qui entraîne une compensation au niveau de la croissance du PIB par habitant. Si l'on analyse l'EUM de plus près, il s'avère que la forte croissance est due à l'importante hausse du taux de participation, ce qui s'explique entre autres par l'augmentation du nombre de frontaliers étrangers.

A Zurich, suite à la crise financière, le PIB par habitant a diminué légèrement (-0,2%). La productivité horaire a connu une évolution égale à zéro et l'EUM a été légèrement négatif pendant la période sous revue. Malgré une augmentation du taux de participation (+0,3%), la baisse du temps de travail moyen par personne active occupée (-0,4%) a entraîné un solde négatif de l'EUM.

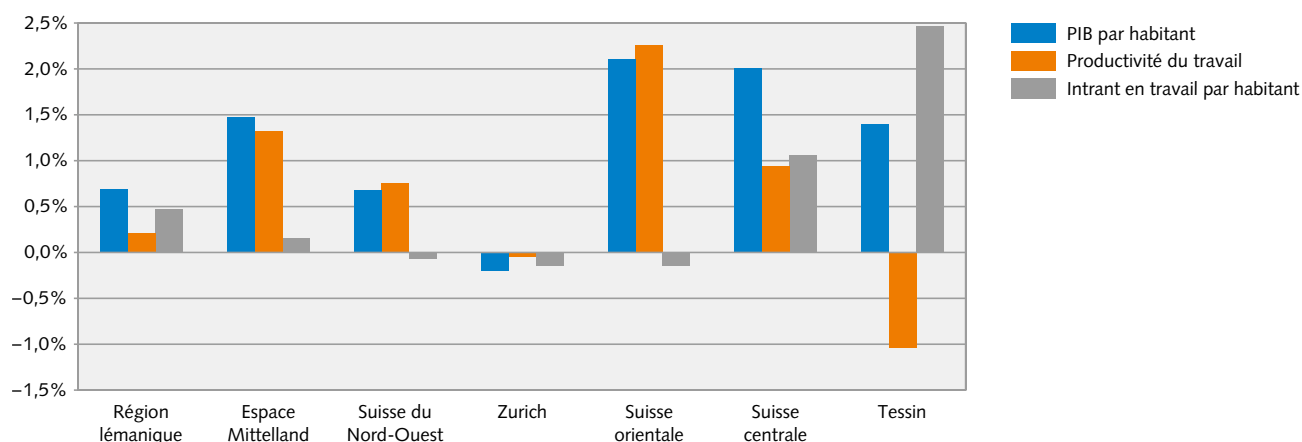
La croissance du PIB par habitant dans l'Espace Mittelland (+1,5%) ou la Suisse du Nord-Ouest (+0,7%) résulte essentiellement de l'accroissement de la productivité horaire. En Région lémanique en revanche, c'est l'EUM qui a entraîné une hausse du PIB par habitant. Le taux de participation a pu être augmenté dans des proportions supérieures à la moyenne (+1,3%) alors que le temps de travail moyen par personne active occupée reculait fortement (-0,7%) en comparaison.

²¹ La décomposition du taux de croissance du PIB par habitant suivant les cantons n'est pas encore possible à ce jour, car la variable nécessaire, qui reprend le nombre d'heures effectives de travail, n'est pas disponible actuellement au niveau des cantons.

Décomposition du taux de croissance du PIB par habitant par grande région, de 2009 à 2012, aux prix de l'année précédente, année de référence 2010

En moyenne annuelle

G 15



Sources: OFS – CN, ESPOP, STATPOP, SVOLTA

© OFS, Neuchâtel 2015

T2 Décomposition détaillée du taux de croissance du PIB par habitant par grande région, de 2009 à 2012, aux prix de l'année précédente, année de référence 2010

En moyenne annuelle

	PIB par habitant	Productivité horaire	Intransit en travail par habitant	Composantes de l'intransit en travail par habitant				PIB aux prix de l'année précédente
				Durée moyenne de travail (par personne active occupée)	Effet du chômage	Taux de participation de la population en âge de travailler	Part de la population en âge de travailler dans la population résidente totale	
Région lémanique	0,7%	0,2%	0,5%	-0,7%	0,0%	1,3%	-0,2%	1,9%
Espace Mittelland	1,5%	1,3%	0,2%	-0,4%	0,1%	0,6%	-0,2%	2,2%
Suisse du Nord-Ouest	0,7%	0,8%	-0,1%	-0,3%	0,1%	0,4%	-0,3%	1,5%
Zurich	-0,2%	0,0%	-0,1%	-0,4%	0,2%	0,3%	-0,2%	1,1%
Suisse orientale	2,1%	2,3%	-0,1%	0,2%	0,0%	-0,2%	-0,1%	2,9%
Suisse centrale	2,0%	0,9%	1,1%	0,3%	0,1%	0,7%	0,0%	3,0%
Tessin	1,4%	-1,0%	2,5%	-0,1%	-0,4%	3,2%	-0,3%	1,8%

Sources: OFS – CHOM-BIT, CN, ESPOP, SPAO, STATPOP, SVOLTA

© OFS, Neuchâtel 2015

6 Synthèse et conclusions

Entre 1991 et 2013, le PIB suisse par habitant a augmenté de 0,9% en moyenne par an. En comparaison avec d'autres pays de l'OCDE, cette hausse est relativement faible. Pourtant, dans le cadre d'une comparaison à l'échelle internationale, le niveau de PIB par habitant de la Suisse reste nettement supérieur à la moyenne.

La présente analyse a permis de distinguer la croissance de la productivité du travail d'une part et l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre d'autre part (EUM). Additionnés, ces deux éléments donnent le taux de croissance du PIB par habitant. Alors que l'incidence de la productivité du travail a été clairement positive (1,2%), l'EUM, lui, a été légèrement négatif (-0,3%). Ce schéma, constaté en Suisse, vaut pour un grand nombre de pays de l'OCDE: sur une longue période de temps telle que celle envisagée ici (22 ans), l'évolution de la productivité du travail est déterminante pour la croissance du PIB par habitant, tandis que l'effet de l'utilisation de la main-d'œuvre (EUM) reste secondaire.

Cependant, une analyse nuancée de ces effets est intéressante: sur des périodes de temps plus courtes, à savoir au sein des différents cycles conjoncturels, l'influence de l'EUM sur l'évolution du PIB par habitant est au moins aussi importante que la croissance de la productivité du travail. De plus, concernant l'effet de l'EUM, on peut noter qu'en Suisse l'augmentation du taux de participation s'accompagne à long terme d'un recul du temps de travail moyen par personne active. Quant à la croissance de la productivité du travail, que ce soit en Suisse ou dans presque tous les pays soumis à comparaison, elle a nettement ralenti entre la première et la deuxième moitié de la période considérée ici.

Grâce aux données les plus récentes, il est possible, à partir de 2008, d'indiquer le PIB suisse par habitant au niveau des cantons et de décomposer son taux de croissance en deux éléments, productivité du travail et EUM, et ce au niveau des sept grandes régions. Concernant le PIB par habitant, des différences parfois considérables apparaissent entre les cantons. Les grandes régions se différencient en fonction de l'importance de ces deux éléments participant à la croissance du PIB par habitant. Ainsi, entre 2008 et 2012, la Suisse orientale enregistrait une hausse importante de la productivité du travail, tandis qu'au Tessin, pendant la même période, un effet nettement positif de l'utilisation de la main-d'œuvre (EUM) jouait un rôle déterminant. Il est cependant important d'attirer l'attention sur le fait que ces conclusions ne reflètent que des tendances à court terme étant donné que la période d'analyse est limitée. Il faut aussi noter que l'influence des flux pendulaires n'est pas prise en compte. Or ces derniers expliquent probablement une part importante des différences entre les PIB par habitant des différents cantons et grandes régions.

Bibliographie

DEFER (2015), Principes pour une nouvelle politique de croissance: analyse rétrospective et perspective sur la stratégie future, *Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR*, Bern.

Eperon, Lionel (2012), La nouvelle politique économique du canton de Vaud: entre rupture et continuité, *La Vie économique* 2012/05, 47–49, *Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)*, Bern.

Eurostat (2012), Eurostat-OECD Methodological Manual on Purchasing Power Parities, *Publications Office of the European Union*, Luxembourg.

Eurostat (2013), Système européen des comptes, SEC 2010, *Office des publications de l'Union européenne*, Luxembourg.

Eurostat / OCDE (2012), Eurostat-OECD Methodological Manual on Purchasing Power Parities, *Office des publications de l'Union européenne*, Luxembourg.

OCDE (2013), OECD Compendium of Productivity Indicators 2013, *OECD Publishing*,
<http://dx.doi.org/10.1787/pdty-2013-en>

OFS (2012), Programme PPA Eurostat/OCDE, Parités de pouvoir d'achat – Comparaisons internationales du produit intérieur brut réel et du niveau des prix, *Office fédéral de la statistique (OFS)*, Neuchâtel.

OFS (2013), Produit intérieur brut par grande région et canton : Rapport de méthode et brève analyse des résultats, *Office fédéral de la statistique (OFS)*, Neuchâtel.

Liste des abréviations

AELE	Association européenne de libre-échange
CHOM-BIT	Statistique du chômage au sens de l'OIT
CN	Comptes nationaux
DNT	Statistique de la durée normale du travail
ESPOP	Statistique de l'état actuel de la population
EUM	Effet de l'utilisation de la main d'œuvre
Eurostat	Office statistique de l'Union européenne
NUTS	Nomenclature des unités territoriales statistiques
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFS	Office fédéral de la statistique
OIT	Organisation internationale du travail
ONU	Organisation des nations unies
ORP	Offices régionaux de placement
PIB	Produit intérieur brut
PPA	Parités de pouvoir d'achat
SEC	Système européen des comptes
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SNA	System of National Accounts
SPAO	Statistique de la population active occupée
STATPOP	Statistique de la population et des ménages
SVOLTA	Statistique du volume du travail
UE-15	Les 15 pays membres de l'Union européenne jusqu'à avril 2004 inclus

Sigles des pays:

AUS	Australie
AUT	Autriche
BEL	Belgique
CAN	Canada
CHE	Suisse
CHL	Chili
CZE	République tchèque
DEU	Allemagne
DNK	Danemark
ESP	Espagne
FIN	Finlande
FRA	France
GBR	Royaume-Uni
GRC	Grèce
HUN	Hongrie
IRL	Irlande
ISL	Islande
ISR	Israël
ITA	Italie
JPN	Japon
KOR	Corée du Sud
LUX	Luxembourg
MEX	Mexique
NLD	Pays-Bas
NOR	Norvège
NZL	Nouvelle-Zélande
POL	Pologne
PRT	Portugal
SVN	Slovénie
SWE	Suède
TUR	Turquie
USA	Etats-Unis

Annexe

T3 Décomposition détaillée du taux de croissance du PIB suisse par habitant, de 1991 à 2013

	PIB par habitant	Productivité horaire	Intrant en travail par habitant	Composantes de l'intrant en travail par habitant				PIB aux prix de l'année précédente
				Durée moyenne de travail (par personne active occupée)	Effet du chômage	Taux de participation de la population en âge de travailler	Part de la population en âge de travailler dans la population résidente totale	
1992	-1,0%	0,9%	-1,9%	0,7%	-1,1%	-1,3%	-0,3%	0,0%
1993	-1,1%	0,9%	-2,0%	0,1%	-1,0%	-0,8%	-0,3%	-0,1%
1994	0,2%	0,7%	-0,5%	1,2%	0,0%	-1,5%	-0,2%	1,3%
1995	-0,3%	1,8%	-2,1%	-1,2%	0,5%	-1,2%	-0,2%	0,5%
1996	0,1%	2,3%	-2,2%	-1,6%	-0,3%	-0,1%	-0,2%	0,6%
1997	2,0%	3,0%	-1,0%	-0,6%	-0,5%	0,3%	-0,1%	2,3%
1998	2,7%	1,1%	1,5%	0,5%	0,6%	0,5%	-0,1%	2,9%
1999	1,1%	-0,5%	1,6%	1,3%	0,5%	-0,2%	-0,1%	1,6%
2000	3,4%	3,2%	0,2%	-0,3%	0,3%	0,2%	-0,1%	3,9%
2001	1,0%	2,2%	-1,2%	-2,4%	0,3%	0,6%	0,3%	1,4%
2002	-0,6%	0,7%	-1,3%	-1,3%	-0,6%	0,4%	0,2%	0,1%
2003	-0,7%	-0,4%	-0,3%	0,8%	-1,0%	-0,3%	0,2%	0,0%
2004	2,1%	0,7%	1,4%	1,8%	-0,3%	-0,3%	0,2%	2,8%
2005	2,4%	2,6%	-0,2%	-0,3%	0,0%	0,0%	0,2%	3,0%
2006	3,4%	2,4%	1,0%	-0,5%	0,4%	1,1%	0,1%	4,0%
2007	3,3%	2,1%	1,1%	-0,6%	0,4%	1,4%	0,0%	4,1%
2008	1,1%	0,5%	0,6%	-0,6%	0,2%	1,0%	0,0%	2,3%
2009	-3,3%	-2,1%	-1,2%	-0,5%	-0,9%	0,2%	-0,1%	-2,1%
2010	1,9%	1,8%	0,1%	0,6%	-0,2%	-0,1%	-0,2%	3,0%
2011	1,1%	-0,2%	1,3%	-0,4%	0,5%	1,3%	-0,1%	1,8%
2012	0,0%	0,6%	-0,5%	-0,9%	-0,1%	0,8%	-0,2%	1,1%
2013	0,8%	1,8%	-1,0%	-1,1%	-0,2%	0,5%	-0,2%	1,9%
1991-2013	0,9%	1,2%	-0,3%	-0,2%	-0,1%	0,1%	-0,1%	1,7%

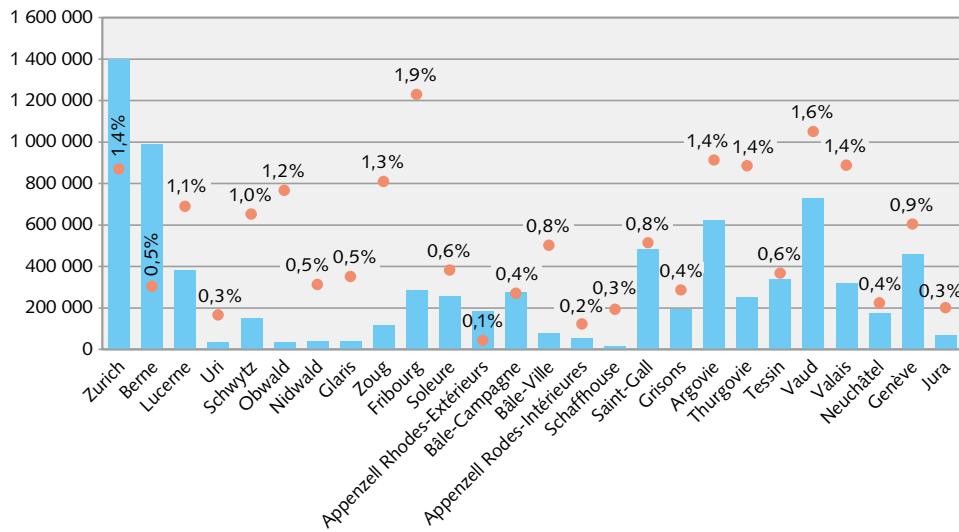
Sources: OFS – CHOM-BIT, CN, ESPOP, SPAO, STATPOP, SVOLTA

© OFS, Neuchâtel 2015

Population résidente permanente des cantons 2012 et leur évolution de 2008 à 2012

En moyenne annuelle

G 16

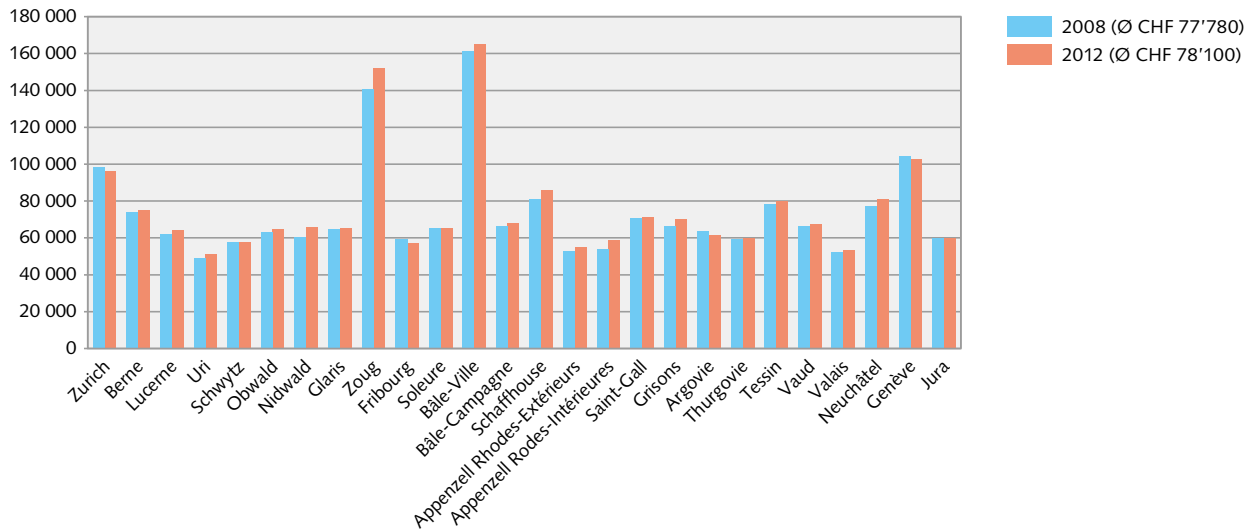


Sources: OFS – ESPOP, STATPOP

© OFS, Neuchâtel 2015

PIB par habitant par canton, à prix courants, en CHF

G 17

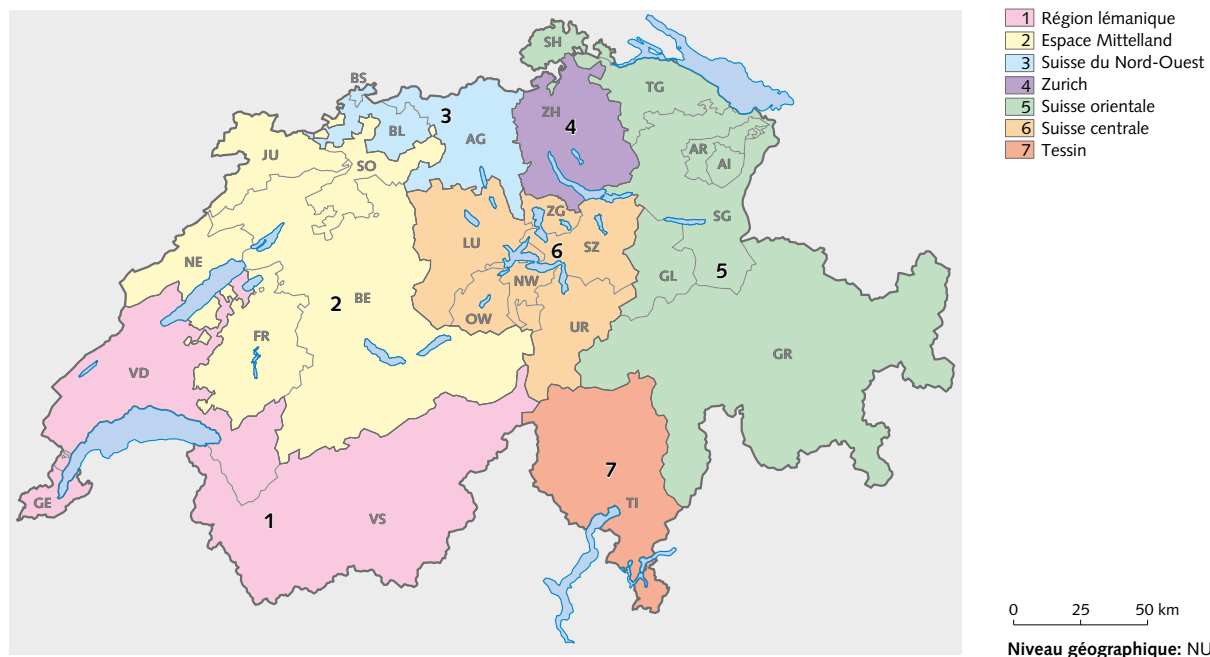


Sources: OFS – CN, ESPOP, STATPOP

© OFS, Neuchâtel 2015

Les 7 grandes régions de la Suisse

C 1



Source: OFS – nomenclatures spatiales

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2015

Programme des publications de l'OFS

En sa qualité de service central de statistique de la Confédération, l'Office fédéral de la statistique (OFS) a pour tâche de rendre les informations statistiques accessibles à un large public.

L'information statistique est diffusée par domaine (cf. verso de la première page de couverture); elle emprunte diverses voies:

<i>Moyen de diffusion</i>	<i>Contact</i>
Service de renseignements individuels	058 463 60 11 info@bfs.admin.ch
L'OFS sur Internet	www.statistique.admin.ch
Communiqués de presse: information rapide concernant les résultats les plus récents	www.news-stat.admin.ch
Publications: information approfondie	058 463 60 60 order@bfs.admin.ch
Données interactives (banques de données, accessibles en ligne)	www.stattab.bfs.admin.ch

Informations sur les divers moyens de diffusion sur Internet à l'adresse www.statistique.admin.ch → Actualités → Publications

Productivité du travail et économie nationale

Mesure de la productivité du travail en Suisse, Rapport de méthode, Neuchâtel 2015, 22 pages, gratuit, numéro de commande: 877-1500-05

Considérations sur l'évolution conjoncturelle et structurelle de l'économie suisse, Neuchâtel 2013, 27 pages, gratuit, numéro de commande: 1373-1300

Produit intérieur brut par grande région et canton, Rapport de méthode et brève analyse des résultats, Neuchâtel 2013, 23 pages, gratuit, numéro de commande: 1328-1300

Comptes nationaux 2008, Crise, épargne des ménages et perspectives historiques, Neuchâtel 2011, 36 pages, 6 francs (TVA excl.), numéro de commande: 814-0801

Mesure de la qualité du facteur de production travail, Rapport de méthodes, Neuchâtel 2008, 13 pages, gratuit, numéro de commande: 1021-0800-05

Evolution de la qualité du facteur de production travail en Suisse, 1991–2006, Neuchâtel 2008, 16 pages, gratuit, numéro de commande: 1019-0600

Productivité du travail, Méthodologie et analyse des principaux résultats de 1991 à 2006, Neuchâtel 2008, 64 pages, 9 francs (TVA excl.), numéro de commande: 991-0600

Analyse structurelle de l'économie suisse, Evolution du secteur manufacturier de 1991 à 2005 – Vers une concentration sur les branches à forte valeur ajoutée, Neuchâtel 2008, 24 pages, gratuit, numéro de commande: 961-0500

Analyse structurelle de l'économie suisse, Taux d'évolution du PIB et du RNB par habitant de 1991 à 2003, Neuchâtel 2007, 48 pages, 7 francs (TVA excl.), numéro de commande: 817-0300

Le capital, moteur de la croissance de l'économie suisse durant les 13 dernières années, Neuchâtel 2006, 16 pages, gratuit, numéro de commande: 816-0400

La présente publication porte sur l'analyse du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant sur la période de 1991 à 2013, ainsi que ses composantes (par exemple : la productivité du travail, le temps de travail moyen par personne active occupée ou bien l'effet démographique). Outre des interprétations de l'évolution de ces facteurs en Suisse, une comparaison internationale des indicateurs les plus importants fait l'objet de la présente analyse. De plus, le PIB par habitant et son évolution au niveau des cantons et des grandes régions de Suisse sont étudiés pour la période de 2008 à 2012.

N° de commande

1525-1500

Commandes

Tél. 058 463 60 60

Fax 058 463 60 61

order@bfs.admin.ch**Prix**

10 francs (TVA excl.)

ISBN 978-3-303-04089-8